

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20°) (Métro : Pyrénées)

## LE MAINTIEN DE LA PAIX EST LA SAUVEGARDE DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Le prolétariat Français  
n'abandonnera pas  
ses frères d'Espagne.

Mais il ne suivra pas les  
aboyeurs de la guerre.

### Solidarité prolétarienne

La grève ne peut sortir du cadre revendicatif pour des mobiles généraux et révolutionnaires.

Les tentatives répétées d'influencer le gouvernement et de diriger l'action des ouvriers suivant une ligne déterminée par les uns et contestée par les autres ne peuvent avoir comme conséquence que la désorganisation du mouvement syndical et la rupture du Front du Travail.

Les communistes ont tenté d'envelopper un mouvement en faveur de l'intervention française en Espagne dans la lutte contre le sabotage du contrat collectif.

L'interdépendance des deux questions souffrirait la critique. On risque fort de les saboter l'une par l'autre. Les ouvriers ne sont pas toujours dupes de ce manège. La violation du contrat collectif est une volonté systématique du patronat de reprendre aux ouvriers les avantages qu'ils ont arrachés dans les grèves.

Les ouvriers briseront le sabotage patronal par une lutte opiniâtre et journalière. Désormais, cette bataille de tous les jours est ouverte jusqu'à la Révolution.

D'autre part, de l'imbroglio mondial ressort nécessairement une certaine incompréhension du problème espagnol, ou du moins une certaine mauvaise volonté de le comprendre.

Les divergences de vues et la fragilité des solutions ne permettent d'envisager rien de tranché en dehors d'une révolution française hypothétique et lointaine.

L'action syndicale doit se borner à neutraliser à l'intérieur tous les éléments de défaitisme prolétarien face aux menées du fascisme, à profiter de l'expérience espagnole pour instruire les masses de la nécessité révolutionnaire, à faciliter d'autre part l'aide directe du prolétariat français à ses frères espagnols.

Une intervention déclarée du gouvernement français entraînerait de la part des fascistes une intervention parallèle.

Et pourtant les fascistes n'ont pas failli à leur devoir de solidarité envers leurs complices espagnols.

Et pourtant, si nous voulions demander des comptes et ouvrir un débat aussi inopportun que cette manifestation de la République, nous pourrions peut-être savoir ce qu'ont fait directement, par leurs moyens propres, les aboyeurs de la guerre. Rien sans doute qui soit en rapport avec leurs possibilités.

Tout ce que les fascistes ont fait pour Mola et Franco, dans le cadre du pacte, le prolétariat français peut le faire dans la limite des déclarations gouvernementales.

Cette conduite peut trouver dans la classe ouvrière une acceptation unanime.

C'est là réellement que nous pouvons réintroduire une action générale révolutionnaire dans le cadre de l'action syndicale.

Les forces gouvernementales, si elles sont utilisables, doivent passer par le seul canal du prolétariat.

L'action doit être menée, non pas du prolétariat français au prolétariat espagnol par l'entremise de l'Etat, mais directement des deux peuples, avec ou sans l'Etat.

Se servir des sympathies et des rapprochements nationaux : très bien si le prolétariat conserve la direction de l'acte.

Mais lancer dans le chaos mondial, sous le prétexte espagnol des impérialismes qui veulent la guerre ou qui l'acceptent, ce n'est pas là le jeu du prolétariat international.

L'action directe des prolétariats internationaux en faveur de leurs frères espagnols doit s'animer et se développer.

Avec raison et conscience. Mais, pour cela, il faut que ferment leur gueule les aboyeurs de la guerre.



LIRE EN 3° PAGE :

Bilan d'une semaine de lutte.  
par Madin.

EN 4° PAGE :

Les fascistes rouges se font la main  
par M. Boyer

EN 5° PAGE :

Bravo ! Blum...  
par Lashortes.

### Treize milliards dans le gouffre du militarisme

C'est décidé : quatre milliards deux cents millions vont s'ajouter aux dépenses formidables que « le noble souci et l'inflexible volonté » de maintenir la Paix imposent à notre pays. » (1)

Car il est — une fois de plus et pour toutes — bien et dûment entendu que lorsque l'Allemagne porte à deux ans la durée du service obligatoire et accroît proportionnellement son budget militaire, c'est à n'en pas douter en vue de déclencher la guerre à l'heure qu'elle aura choisie ; tandis que, quand la France, après avoir déjà mis en vigueur le service de deux ans, consacre au renforcement de son outillage de guerre quelques milliards de plus, c'est tout au contraire et à coup sûr, uniquement dans le but de sauvegarder le maintien de la Paix par l'équilibre des forces prédestinées à s'opposer un jour ou l'autre.

Etrangeté ! Bizarerie ! La même opération, selon qu'elle est pratiquée de ce côté-ci du Rhin ou de l'autre côté, poursuit, paraît-il, deux buts et produit deux effets diamétralement opposés : en Allemagne, ladite opération travaille pour la guerre ; en France, c'est pour la paix.

Et on est parvenu — bourrage de crânes, voilà bien de tels coups ! — à obnubiliser tant et si bien l'entendement d'un peuple qui, par ailleurs, ne manque cependant ni de bon sens ni de compréhension, que la bizarrerie, que le signal est acceptée, recueillie, emmagasinée avec empressement. C'est à n'y pas croire ; mais cela est.

N'allez pas vous aviser de faire entendre le langage de la raison à cette foule d'insensés qui peuplent cet immense asile d'aliénés : c'est vous qui seriez traité de fou.

(1) Ces 4.200.000.000 de francs ne sont que la première tranche d'une dépense de 13 milliards au total.

Et, pourtant, la plus élémentaire réflexion ne conduit-elle pas nécessairement à la certitude que la guerre ne peut se faire qu'à ces deux conditions : la première, c'est qu'il y ait des hommes disposés et entraînés à se battre ; la seconde, c'est que ces hommes soient armés pour la défensive et l'offensive ?

C'est l'évidence même, n'est-il pas vrai ? C'est cette évidence qui a inspiré Victor Hugo disant : « Otez l'armée et vous ôtez la guerre ! »

Cela compris et admis, il est de toute évidence aussi que : augmenter le nombre des soldats ou multiplier et perfectionner les armements, et, a fortiori, rendre plus meurtrières les armes et accroître le nombre et la technicité des soldats, c'est tourner le dos à la paix et s'engager dans le sentier de la guerre.

Les discours les plus pathétiques ne prévalent point contre cette évidence et les assertions les plus précises, les plus solennelles, les plus catégoriques ne parviennent qu'à faire échoit davantage le cruel démenti que les actes des gouvernants infligent à leurs déclarations.

Il y a près de vingt ans que se joue l'odieuse, la révoltante tragi-comédie. Au Nord, au Midi, à l'Est et à l'Ouest, tous les gouvernants, cédant au désir inavoué mais certain des peuples, se proclament profondément attachés au maintien de la paix ; mais tous renforcent leur potentiel de guerre et jettent dans le gouffre du militarisme un nombre de milliards constamment accru.

Les uns comme les autres affirment qu'il ne peut y avoir de paix stable que dans le désarmement et pas un ne se décide à résister à la folie du surarmement.

Tous constatent que la course aux armements c'est la course à la guerre ; tous n'en persistent pas moins à entasser encore et encore les appareils de destruction et les moyens d'extermination. N'y en aura-t-il pas un qui, ayant le courage et la loyauté de mettre ses comportements en accord avec les serments d'amour qu'il prodigue à la paix, osera, sans attendre que les autres en fassent autant, donner l'exemple du désarmement ?

Je dis bien : « du désarmement » c'est-à-dire non pas d'un désarmement truqué, partiel, conditionné et provisoire, mais d'un désarmement réel, effectif, complet, sans restriction ni réserve, en un mot intégral, définitif, administrant au monde l'irréfusable preuve d'une volonté de paix indéfectible et irrévocable.

\*\*

Depuis longtemps déjà, devant des milliers et des milliers d'auditeurs, je développe cette thèse du désarmement unilatéral : immédiat et intégral.

Après avoir démontré que le désarmement général est l'introduction indispensable à un régime de paix internationale et qu'il ne peut y avoir d'autre paix que la paix désarmée, je soutiens que c'est folie que d'escompter la réalisation de ce désarmement « graduel, général, simultané, contrôlé » dont se déclarent partisans les hommes d'Etat, les diplomates, les financiers, les brasseurs d'affaires, les marchands de canons, les munitionnaires, les fournisseurs des armées et les généraux eux-mêmes, parce qu'ils savent bien tous qu'un tel désarmement ne se fera pas avant l'an 2000 (et encore !) et que d'ici là...

(Voir suite en 5° page).

SEBASTIEN FAURE.

### Avec la colonne Durruti

AU VILLAGE DE PINA :

Le dimanche 16, la place du village de Pina, situé sur le front et conquis il y a quelques jours aux fascistes, est pleine de monde.

La grande église est noircie par le feu qui a détruit tout le mobilier et les objets pieux. Pas de messe aujourd'hui, le curé est en fuite ou fusillé.

Une magnifique Hispano-Suiza — propriété de l'ancien ministre réactionnaire Cambó — arrive au quartier général de Bujaraloz. C'est Durruti et des camarades du comité militaire de la colonne. Devant la maison du comité local les miliciens, les paysans, les ouvriers se rassemblent.

Un militant lit le « bano » de la colonne du haut du balcon.

Quelques lignes seulement : « Les propriétés des fascistes locaux deviennent propriété commune. Tout le matériel agricole est mis à la disposition de la commune. Le territoire sera administré par le comité local élu par l'assemblée générale du village. En échange, les miliciens antifascistes, demandant aide morale et matérielle à la population. »

Aussitôt la lecture terminée et les « viva » calmés, Durruti prend la parole pour commenter le « bano ».

Le discours de Durruti

Langage simple, expressions nues, exemples pris dans la vie courante : « Ce n'est pas Durruti qui vous parle, ce sont les milices antifascistes et les régionales de Catalogne, d'Aragon et de Navarre. Nous nous battons pour vous, pour nous,

pour le peuple. La campagne terminée, nous n'aurons ni galons sur les manches, ni portefeuille sous le bras, nous retournerons à l'usine, le fusil à la bretelle. Nous sommes des travailleurs comme vous. La révolution ne fait que commencer, le régime capitaliste est fini, l'égalité va régner, non pas

l'égalité qui ramènera tous les hommes à la même taille, au même niveau d'intelligence, mais l'égalité en droits et en devoirs.

« Il y a quelques années, il y a quelques mois, nous étions poursuivis, traqués, emprisonnés par la République bourgeoise et cependant nous disions : nous vaincrons, nous passerons. Aujourd'hui, nous passons et nous vainquons. Le produit du travail va revenir à ceux qui travaillent. Ouvriers des champs et ouvriers des villes ont les mêmes intérêts. Unis, ils vont transformer la société.

« La justice bourgeoise, faite par des juges appartenant à la classe ennemie, ne connaissant rien de la vie de ceux qu'ils condamnaient, va faire place à la justice des travailleurs eux-mêmes jugeant leurs égaux.

« Quand la tourmente s'abat sur les récoltes de blé, rien ne pouvait l'arrêter, mais la tourmente de mitraille qui s'abat aujourd'hui sur nous peut être conjurée par l'effort de tous.

« Comme la femme qui enfante souffre et peine pour mettre au monde un être sain et robuste, nous peignons et nous souffrons, nos miliciens dorment sous le canon et mangent le fusil à la main, pour que demain le monde soit plus juste, meilleur et plus beau. »

C'est fini, la foule se disperse. Les moins émus ne sont certes pas les miliciens venus de France, d'Allemagne et d'Italie.

Pina, 16-8-36 Ch. RIDEI.

Ch. CARPENTIER.



Durruti prenant des notes au front

C'est mon avis qu'on doit être équitable, même envers un chef de gouvernement. Et que M. Léon Blum, dont on a si souvent admiré les erreurs les plus déplorables, devrait être approuvé et soutenu précisément sur le point où les démagogues stalinistes le censurent et le combattent avec le plus de virulence.

Dans son discours de dimanche dernier, il a exposé avec une grande précision des faits dont l'évidence n'aurait dû échapper à personne, mais que les journaux du « Front Populaire », y compris l'organe officiel du parti de M. Blum, s'étaient employés à ne pas mettre en lumière.

Il est rare qu'un homme politique important se conduise en honnête homme. En venant dénoncer, dans des circonstances pathétiques, l'erreur dans laquelle, abusant de sentiments généraux, on s'efforce d'entraîner les masses populaires, M. Blum a agi de façon honorable. Il lui eût été aisé, comme, de s'incliner, de s'effacer, sauf à dire en cas de désastre « qu'il n'avait pas voulu cela ». Il ne l'a pas fait. Il a averti du péril. Il a fait preuve de courage et de clairvoyance. Cela doit lui être compté.

Cela ne rend pas meilleur le reste de sa politique. Ni les armements et les alliances qu'il préconise. Ni l'ensemble de ses conceptions gouvernementales et qu'il faut combattre. Et son cas se rapproche ainsi étrangement de celui d'un autre chef du parti socialiste, de Jaurès, dont tant de choses nous séparent, auquel nous avons tant d'erreurs à imputer, mais dont nous n'oublierons jamais la révolte, et qui paya de sa vie, de sa clairvoyance et de sa sensibilité contre ceux qui préparaient la guerre de 1914.

Pas d'illusion ou de confusion : Blum est patriote comme le fut Jaurès, et renouvellerait, en semblables circonstances, l'Union Sacrée. Mais il répugne à aller bénévolement vers la guerre. Rien de plus et rien de moins.

Et certains lui reprochent d'avoir une autre attitude que pendant la guerre éthiopienne, époque à laquelle il envisageait certaines éventualités avec quelque légèreté. Et il se peut que, maintenant qu'il se sent responsable et que la vie de millions d'hommes peut dépendre de ses gestes, il envisage les choses autrement. Il n'y aurait pas lieu de l'en blâmer.

Toute autre est la conception de nos stalinistes. La paix n'est pour eux qu'une de ces nuées météorologiques chères à Maurras. Ils essaient de temps à autre, sur l'Histoire, les expériences précieuses à leur réalisme révolutionnaire. Il ne leur répugnerait pas de faire du plus grand des crimes un outil de leur politique.

Toute détenté dans les antagonismes européens leur apparaît comme un désastre qu'il faut empêcher à tout prix parce qu'elle détournerait les Français de l'idée qu'ils ont absolument besoin de l'alliance stalinienne. C'est ainsi que se prépare la guerre, leur guerre.

Et que se prépare aussi, dans la suppression progressive de toutes les libertés, un gouvernement complètement aux ordres de Staline et des grands bourgeois qui tripotent dans les affaires franco-russes. Toute l'agitation actuelle n'a d'autre but que d'imposer une dictature de ce genre.

Ainsi va-t-on à la fois à la guerre et à l'esclavage, à l'esclavage qui facilite la guerre et à la guerre qui consolide l'esclavage.

Le renouvellement en plus atroce des horreurs de 1914-18, le destin de la Russie bolchevisée, ou celui de l'Allemagne hitlérienne, voilà ce qui attendrait la classe ouvrière française, si elle ne se résout à reprendre son autonomie et sa marche vers l'émancipation.

Et pour cela, l'un de ses premiers soins doit être de se révolter contre ceux qui veulent l'entraîner à de stupides massacres et l'asservir à des militarismes quelconques.

Et pour cela, il faut qu'elle se rappelle que si les grèves générales et les démonstrations publiques peuvent être d'excellentes choses, c'est à condition d'être dirigées contre les fauteurs de guerre et de servitude.

Des questions se posent, auxquelles il faudrait bien que les organisations prolétariennes se décident à répondre nettement.

Il faudra que l'on cesse de se payer de « bonnes raisons » pour consentir à de vaines choses, que l'on se décide à réagir contre les préparateurs de la grande boucherie, contre leurs complaisants et leurs complices, quand bien même ceux-ci occuperaient les plus hauts postes de la « hiérarchie » ouvrière et les fauteils directs des chefs de la C. G. T.

EPSILON.



COMITÉ DE DROIT D'ASILE DE LA C.G.T.

## Lettre ouverte à M. Léon Blum

Président du Conseil  
et à M. Salengro  
Ministre de l'Intérieur

Messieurs,

Aussitôt après la Conférence Internationale du Droit d'Asile en juin 1936, M. Jules Moch avait reçu une délégation du Comité du Droit d'Asile de la C.G.T. et avait promis aux camarades représentant ce Comité, d'accorder à tous les proscrits politiques, un permis de séjour en France, ainsi que le droit au travail — autorisations devant être accordées sous le contrôle de la C.G.T.

Des ordres devaient être donnés au ministère de l'Intérieur et à la Sûreté Nationale, pour la mise en application de ces promesses.

Plusieurs semaines s'écoulèrent sans aucune réalisation des promesses faites lors de l'entrevue avec le Secrétaire général de la Présidence du Conseil (M. Jules Moch). Aussi, le Comité du Droit d'Asile n'avait aucune réponse, ni résultat à sa demande, demandant une entrevue à M. Salengro vers la fin de juillet.

Une nouvelle délégation fut donc reçue par le Chef de cabinet (M. Delcour), et après une discussion assez vive de part et d'autre au sujet des engagements qui avaient été pris par le représentant de la présidence du Conseil — engagements non respectés — une conversation téléphonique s'engagea avec le secrétaire de la présidence du Conseil afin de savoir si des ordres accompagnés des documents avaient été donnés par le Secrétaire, au service du ministère de l'Intérieur et de la Sûreté nationale. Grande fut notre surprise d'apprendre que rien n'avait été fait, et que les ordres étaient laissés lettre morte et les documents jamais parvenus.

A la suite de cette conversation téléphonique, à son tour le Chef de Cabinet du ministère de l'Intérieur nous fit la promesse que désormais, aucune expulsion n'aurait lieu, et nous demanda de bien vouloir lui adresser chaque semaine, une liste d'environ 100 noms de proscrits politiques, et qu'après enquête, un sursis d'une année serait accordé à ces camarades.

Il y a donc de cela deux mois passés, et nous attendons encore un résultat.

Et nous constatons néanmoins, tous les jours que — comme au temps du ministère Laval — rien n'a changé sous le ministère du Front Populaire — tout au moins pour les camarades proscrits politiques. Malgré toutes les promesses faites et enregistrées par nous, la police, la maréchaussée et la Sûreté Nationale, continuent de persécuter de baroche — voire même d'arrêter — sans cesse, ceux qui ont le malheur d'être et de rester des antifascistes convaincus et agissants.

Les camarades Sergio et Sabatini arrêtés à Cerbère le 11 août 1936, viennent d'être condamnés par le Tribunal de Perpignan à 5 et 6 mois de prison, et ce, pour avoir commis le seul crime de vouloir aller rejoindre à Barcelone leurs camarades formant la colonne composée déjà par un millier de proscrits italiens — militants qui se sont mis à la disposition du prolétariat espagnol — pour lutter contre les mercenaires du général Franco.

Est-ce par manque de courage, que le Gouvernement de Front Populaire permet aux fon-

ctionnaires du ministère de l'Intérieur et de la Sûreté Nationale, d'arrêter ces proscrits italiens qui mettaient si courageusement leur vie au service de l'Espagne pour la conquête de la Liberté.

C'est à vous M. Léon Blum, c'est à vous M. Salengro, que je m'adresse, vous qui continuez à garder comme serviteurs les agents ou fonctionnaires déjà présents, sous le ministère Laval.

C'est au nom de tous ceux qui ont lutté contre le fascisme en Italie, contre l'hitlérisme en Allemagne, et qui aujourd'hui ont déjà fait le sacrifice de leur vie pour la cause de la Révolution prolétarienne de l'Espagne, que je vous demande à vous messieurs les ministres du Front Populaire, de faire l'épuration nécessaire actuellement, afin que les ministères ne soient plus la honte de la France républicaine.

Ne permettez plus que vos fonctionnaires de l'Intérieur fassent expulser des ouvriers italiens dont la seule faute est de s'être syndiqués dans nos organisations.

Envoyez plutôt vos commissaires de police ou vos inspecteurs de la Sûreté Nationale, repérer les centres d'espionnage qui opèrent de Menton à Cannes — pour ne citer que cela — ces centres où Français-Français, d'action française (ainsi qu'ils se nomment entre eux), pactisent contre le Gouvernement de la République, avec les espions hitlériens-Allemands ou fascistes-Italiens, et tout cela aux yeux de vos fonctionnaires de la République — tel ce commissaire de police de Cagnes-sur-Mer qui lors de la manifestation du Front Populaire en juillet dernier, tenait à la main le journal « Le Jour » en provocant nos camarades du Front Populaire.

Où, plus que jamais un sérieux « coup de balai » est nécessaire. Il ne faut pas que la Méditerranée, pas plus que l'Est de la France soit la ceinture qui puisse encercler un jour les forces prolétariennes de notre pays.

Les événements d'Espagne doivent donner à tous une terrible leçon et donner le courage nécessaire, et nos camarades espagnols nous donnent actuellement par leur esprit de sacrifice et d'abnégation cette belle leçon d'énergie, car sachez-le, demain, aucun recul stratégique ne sera possible. Vous aurez à choisir entre la capitulation ou l'exil, ou la bataille que vous refusez aujourd'hui, et pourtant actuellement vous possédez le maximum de chances puisque le prolétariat est avec vous.

Nous espérons que vous répondrez à notre appel, si vous n'êtes pas seulement des internationalistes de congrès, ou révolutionnaires d'opérettes. Les ouvriers espagnols, les proscrits italiens ou allemands et les prolétaires même de nos faubourgs parisiens, les paysans de nos provinces, nous ont tous montré ce que c'était que d'être révolutionnaire en se mettant au service du peuple d'Espagne pour le triomphe de la Liberté.

ALBERT CANE,

Secrétaire du Comité du Droit d'Asile de la C. G. T.

LES FÊTES  
DU  
« LIBERTAIRE »

Eh ! oui, camarades, il nous faut déjà en parler. C'est que l'hiver approche. Et, de plus, les bénéfices des fêtes — car il nous faudra des bénéfices — seront nécessaires pour l'amélioration toujours voulue et poursuivie de notre vieux « Lib », et l'intensification de la propagande. Maintenant qu'avec nos 6 pages nous avons bien démarré, que la vente augmente chaque semaine, il nous faut persévérer dans l'effort. Et, pour cela, vous le savez, votre concours nous est indispensable. Or, toujours vous laper, toujours vous dire : « Camarades, la main au gousset ! C'est pour la propagande, camarades !... » nous est fastidieux. Et, chaque fois que nous le faisons, ce n'est, soyez-en certains, que forcés et contraints. Combien nous préférons, au contraire, faire appel à votre soutien en vous en récompensant par une bonne matinée passée entre amis à un spectacle sain, artistique et chaque fois renouvelé. Car, nous vous le disons en confiance, les camarades qui s'occupent de l'organisation de nos fêtes veulent, cette année, donner à chaque séance un spectacle nouveau. Ils vont s'efforcer à ce que nos amis artistes ne paraissent pas deux fois de suite sur les programmes, afin de ne pas lasser votre attention. Il serait d'ailleurs à l'encontre de notre but de vous laisser dire : « Ce n'est pas la peine de me déranger, je connais déjà la rengaine ! » Chaque spectacle sera composé de chant, d'œuvres de chansonniers, poésie, musique et théâtre. Et les pièces qu'il vous sera donné d'applaudir seront interprétées par d'excellents artistes, avec décors et accessoires exacts, et non avec de l'à peu près comme malheureusement nous avons été obligés de faire jusqu'ici. Car toutes nos fêtes auront lieu dans un véritable théâtre, au Conservatoire Renée Maubel, rue de l'Orient (18). Retenez bien l'adresse et, dès à présent, rendez-vous libres pour le 2<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, d'octobre à avril. Nous nous retrouverons donc le 11 octobre prochain.

Et maintenant, place au Théâtre !... « LE LIBERTAIRE ».

EN MARGE DU « PROCES » DE MOSCOU

Une protestation de Boris Souvarine

On nous prie d'insérer :

A quelque bord qu'il appartienne, tout homme normal, honnête et tant soit peu informé des affaires politiques de Russie sait que les allégations produites au procès de Moscou par les accusés comme par les accusateurs ne méritent aucune créance. D'ailleurs, elles viennent d'une seule et même source : la Guépéou.

Si quelqu'un avait pu conserver à cet égard le moindre doute, il l'eût perdu en apprenant ma mise en cause à l'audience du 19 août. En effet, j'ai cessé toute relation avec Zinoviev dès 1924, c'est-à-dire depuis douze ans, et avec Trotski en 1925. Ni l'un ni l'autre n'ont tenté de renouer des rapports avec moi. Et l'un et l'autre, me connaissant, savaient mon opposition irréductible et définitive à leur bolchevisme, trop apparenté au bolchevisme de Staline.

Au surplus, les inventions extravagantes relatives à mon prétendu rôle ont disparu du compte rendu simplifié-synoptique officiel (Pravda et Isvestia du 21 août). Il faut croire que le maître de l'heure à Moscou les a jugées maladroites ou fâcheuses, en tout cas inutiles au succès de la machination politique qui vient d'aboutir à l'assassinat de seize innocents.

Car de toute évidence, les inculpés connus étaient innocents des crimes imaginaires dont ils se sont chargés eux-mêmes sous menace de mort ou de torture et promesse de vie sauve. Quant aux inculpés inconnus, ils ne pouvaient être que des instruments de la Tcheka-Guépéou, ou ses victimes.

Leurs aveux idéologiques ne les ont pas préservés, en dépit de leurs engagements pris dans le « Manifeste ». Il faut donc croire que Staline a grandi peur de quelques choses et grand besoin de terroriser quelqu'un.

Aucun des actes criminels évoqués au procès somme toute, n'a été commis, sauf en 1934 le seul meurtre de Kirov dont la Guépéou est entièrement responsable et que 117 individus, dont 1064 innocents, ont déjà payé de leur vie. Or, ce fut l'attentat isolé d'un état d'esprit désespéré, non une organisation. Les 117 exécutions capitales qui ont suivi, auxquelles s'ajoutent maintenant 16 mises à mort plus 1 suicide, ne peuvent prouver qu'une chose : les terroristes en Russie sont au pouvoir et non dans les rangs.

Etant donnée l'indifférence de l'opinion publique occidentale, on doit s'attendre, hélas, à de nouveaux prétendus aveux, suivis de nouveaux massacres.

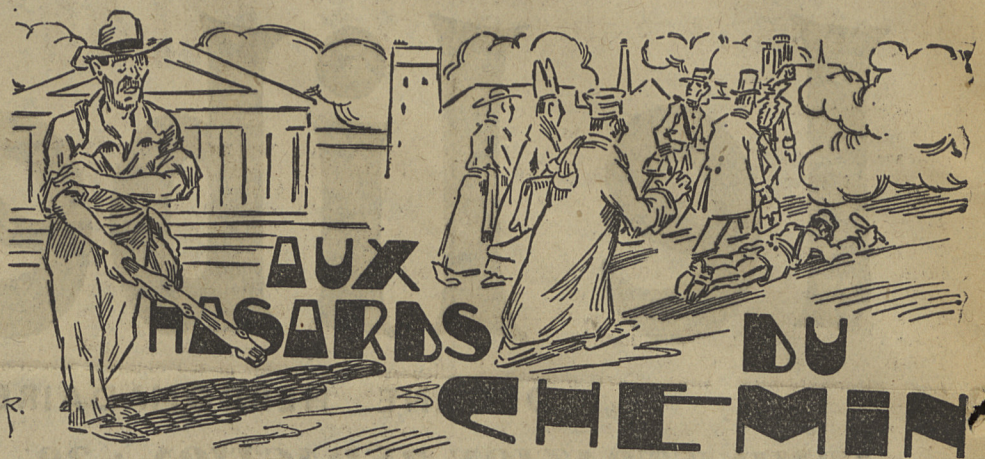
Le respect des libertés Catalanes

Il ne fait pas perdre de vue à la C. N. T. et à la F. A. I. la lutte contre le capitalisme. La C. N. T. et la F. A. I. ont lancé un manifeste dans lequel elles déclarent qu'elles n'ont jamais été les ennemies de la Catalogne, ni des libertés catalanes.

« La C. N. T. et la F. A. I. dit ce manifeste, ont arrosé, à maintes reprises, de leur sang, les rues de Barcelone en défendant les droits du prolétariat et de la Catalogne. »

« La C. N. T. et la F. A. I. ont toujours affirmé que le secret du relèvement de l'Espagne se trouve dans la décentralisation politique et administrative, c'est-à-dire dans le fédéralisme. »

Le manifeste souligne ensuite que la C. N. T. et la F. A. I. loin d'être des organisations exotiques, sont nées en terre catalane. Les syndicalistes et les anarchistes, dit encore le manifeste, combattent également et avec la même intensité le capitalisme catalan que le capitalisme castillan.



## Propos d'un Paria

Mettez-vous à la place du type qui, à la suite d'un sommeil léthargique de quelque trois années, cherche par la lecture des journaux, à se mettre au courant de la situation politique actuelle.

Supposons que ce soit un brave bougre un tantinet révolutionnaire et qui, en souvenir de ses années de caserne ou de guerre avait bien juré qu'on « ne l'y prendrait plus », son premier soin serait, évidemment, d'ouvrir le journal des masses.

Imaginez sa stupeur lorsque, prenant, par exemple, le numéro du 8 septembre de l'Humanité, il y trouve d'abord un article de M. Thorez, ardent champion de l'indépendance de la France.

Puis, une série d'autres papiers signés de sires de moindre importance, tout émaillés de ce mot « France » devenu le leit motiv de nos littérateurs stalinistes.

Le pauvre bougre, après avoir bien vérifié s'il ne s'est pas trompé et si la marchande ne lui a pas collé l'Echo de Paris aux lieux et place du canard de la 3<sup>e</sup> Internationale, se sera demandé très certainement si les rédacteurs bolchevistes sont tous devenus cinglés.

Il faut bien avouer qu'il y a de quoi, comme disait Rictus « se l'extraire et se la mordre » quand on voit à quel point des hommes peuvent — soyons polis — retourner leur veste.

On en est à se demander si les lecteurs de l'Humanité sont des êtres intelligents, doués de sens critique, ou s'ils font simplement partie d'une masse aveule et stupide à laquelle on fait avaler, en série, des couleuvres de la taille d'un serpent boa.

Ainsi, au sujet de l'Espagne : l'Union soviétique, qui dirige les « consciences » des partis communistes de tous les pays et auxquels ses ukases servent de doctrine, a approuvé la proposition de neutralité et d'embargo sur les armes à destination de l'Espagne.

Le parti communiste réclame, lui, à plein gosier, des « avions pour l'Espagne » et l'intervention de la France du Front populaire.

Il est certain qu'une intervention officielle en faveur du Front populaire déclencherait d'autres interventions en faveur des rebelles et qu'il est infiniment probable qu'une guerre mondiale s'ensuivrait.

Il est non moins certain que la Russie, qui veut la guerre avec l'Allemagne, laisserait volontiers à la France le soin de la provoquer.

Aussi, assistons-nous à d'étranges manœuvres de la part des agents du gouvernement russe qui s'appliquent à monopoliser le patriotisme

français pour le succès de la politique moscovite.

La besogne n'est pas toujours aisée. Témoignent les articles embarrassés, sibyllins de M. Vailant-Couturier. Celui qui a paru dans le numéro du 8 septembre est un modèle du genre.

Il n'est pas jusqu'au sport professionnel qui ne soit mobilisé pour la croisade patriotique à laquelle se lient nos communistes-nationaux.

Quand on se rappelle les diatribes, certes justifiées, contre le sport de compétition et professionnel, on ne peut que sourire de la glorification inattendue, dans les colonnes de l'Humanité, du champion cycliste Antonin Magne.

Lisez plutôt : « Vous avez montré, Antonin Magne, durant toute votre glorieuse carrière, les qualités du vrai sportif : modestie, camaraderie, loyauté. Vous avez conquis, avec ces qualités éminemment françaises, la plus méritée des réputations de grand champion de la route. »

Etc., etc. Certes, Antonin Magne fait consciencieusement son métier et gagne largement sa vie avec ses jambes.

Les rédacteurs de l'Humanité sont des champions d'un autre genre, mais infiniment moins sympathiques. — PIERRE MUALDÈS.

## SLOGANS INTÉPESTIFS

D'un quai à l'autre du métro, l'autre soir, des voyageurs s'investissaient mutuellement à l'aide de slogans bien scandés.

Les « nacos », sortant d'un meeting, criaient : « Des canons pour l'Espagne ! Des avions pour l'Espagne ! »

Et des voyageurs ripostaient : « Allez-y en Espagne ! Allez-y en avion ! »

Aux uns et aux autres, nous n'avons qu'un mot à ajouter : « Vos gueules ! »

Et, s'il leur faut à tout prix des slogans, je propose le suivant : « Moins de bruit pour l'Espagne... Plus d'action pour l'Espagne ! »

\*\*\*

## UNE HONTE

Après l'évacuation d'Irun par les derniers de ces « héroïques » défenseurs, les hordes fascistes de Mola arrivèrent à la tête du pont international.

Un petit groupe de journalistes s'avança alors à leur rencontre ayant, à sa tête, le représentant du Jour qui faisait le salut fasciste, ainsi que deux de ses confrères allemands.

Ils furent accueillis par les rebelles au chant du Gioxinezza, l'hymne des chemises noires. ... Etant bien entendu qu'il n'y avait plus de dynamiteros dans ces parages...

Les romanichels.

Comité Anarcho-Syndicaliste  
pour la défense et la libération  
du prolétariat Espagnol

Le Comité a été saisi de nombreuses demandes au sujet du journal « l'Espagne antifasciste » édité par nos camarades de la C.N.T.-F.A.I. à Barcelone, dont le Comité avait été chargé d'assurer la diffusion en France et dans les pays de langue française. Des abonnements, des demandes d'envoi ont été faites.

De même, le Comité a reçu de très nombreuses demandes pour la projection d'un film tourné sur le théâtre des opérations militaires, par nos camarades espagnols.

Enfin, des questions nous ont été posées pour l'envoi des fonds destinés à aider nos camarades en Espagne.

A toutes ces questions, le Comité répond ce qui suit :

## 1. « L'Espagne antifasciste. »

La parution de cet organe avait été décidée par la C.N.T.-F.A.I. pour renseigner le mouvement français sur les événements qui se déroulent en Espagne. Cette parution avait lieu trois fois par semaine. Le Journal était édité à Barcelone.

A l'usage, cette décision s'est révélée insuffisante, pour les raisons suivantes :

Le Journal ne pouvait donner, en France, que des nouvelles trop anciennes ; il ne permettait pas de répondre aux mensonges de la presse française. Enfin, si sa parution était régulièrement assurée, il ne parvenait pas normalement en raison des difficultés soulevées, pour son admission, par les autorités françaises. C'est ainsi que nous avons reçu, à la fois, les numéros 2, 3 et 4 qui, de fait, étaient invendables et sans objet.

La question du quotidien, tiré et diffusé en France, est de nouveau envisagée. Elle est sur le point d'être résolue. Elle le sera, parce que c'est la seule solution viable et réelle.

Nous demandons donc à nos amis, quelle que soit leur impatience et la nôtre, de nous faire crédit encore quelques jours, pour résoudre ce problème qui n'est pas le seul que nous ayons à examiner. Les abonnements reçus pour l'« Espagne antifasciste » seront automatiquement reportés sur le journal qui sera lancé. Que nos camarades continuent à recueillir des abonnements et à chercher des lecteurs, en attendant la parution.

2. Les films

Nous avons reçu les films. Mais ils ne sont

pas utilisables immédiatement. Il faut les visionner, les synchroniser, les rendre propres à la projection. Ce travail est commencé. Il sera rapidement mené à bien et les groupements seront informés en temps utile de la date à laquelle les films seront mis en circulation. Que tous prennent patience. Nous accomplirons cette tâche, comme toutes les autres.

## 3. Les fonds

La nécessité de centraliser tous les fonds se révèle tous les jours plus impérieuse, si nous voulons vraiment accomplir toutes les tâches que le Comité doit assumer.

Nous prions donc les groupements d'envoyer tous les fonds recueillis au camarade A. Ganin, trésorier du Comité, 41 rue de Belleville, Paris, 19<sup>e</sup>, C. Chèques Postaux, Paris 1935/15, en spécifiant bien l'objet de l'envoi.

Que les camarades nous fassent crédit et confiance. Nous travaillons ferme en plein accord avec nos camarades de la C.N.T.-F.A.I. et tout sera mis en œuvre, pour porter l'effort entrepris à son maximum de rendement.

Pour le Comité,  
Le secrétaire,  
P. BERNARD.

Union Espagnole Lunel, Hérault, 800; Colonie Espagnole St-Etienne, versé par Molina, 534; Liste 239, versé par H. Bailly, 57; Un groupe d'antifascistes de Wattelet, versé par H. Meurant, 52; Liste 30, Maison de Chausseries A. S.T., versé par Denise Giraud, 93; Liste 226, chômeurs d'Ivry, versé par M. Paul, 92,65; Société Secours Mutuels « Iberia » (Lansargues), 500; Mlle Auboire (Vichy), 70; H. Planas, (Vence), 72; La Stelo, Toulouse, 100; Liste 247, versé par Gil, 29; Souscription de chômeurs de Maroquin-Barcel, versé par H. Mignou, 32; Portneuf (St-Mars-la-Jaille), 30; Liste 240, versé par Métyet et Lesesque, 52; Liste 230, versé par Chambard (Puteaux), 197; Liste 238, versé par Prospero, 50,50. Total de la présente liste : 2.781,15; liste précédente, 8.298. A ce jour, 11.079 francs 15.

A été également versé par les Objecteurs de Conscience, en la personne de Gérard Leretour et par les camarades de la Fédération Anarchiste Française, en la personne de Marchal, plusieurs grandes caisses de médicaments, qui ont été immédiatement expédiées.

UNION ANARCHISTE — FEDERATION PARISIENNE

Dimanche 13 septembre, à 14 h. 30,  
Salle Benoît, 73, faubourg Saint-Martin,

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

sur : « Le problème de la neutralité et l'Espagne ».

Rapporteurs FREMONT et GUYARD.

Cette assemblée est exclusivement réservée aux adhérents de la Fédération Parisienne.



## L'indépendance du Rif

« Solidaridad Obrera » publie, sur la question marocaine, un article dont nous donnons les passages suivants :

Les dernières nouvelles d'Afrique démontrent qu'il règne là-bas une excitation énorme qui va presque jusqu'à la rébellion contre les fascistes. Peut-être d'ici peu la lutte pour la liberté commencera-t-elle aussi dans nos territoires africains. Cette agitation au Maroc est en rapport logique avec l'ensemble du mouvement arabe de Palestine et de toute l'Afrique du Nord. Les circonstances sont particulièrement propices aux habitants du Rif pour secouer le joug qui pèse sur une grande partie de leur pays.

En effet, les indigènes n'ont en face d'eux aucune armée qui puisse se réclamer des conventions et accords internationaux. Les traités sont caducs, la population marocaine n'est plus liée en rien à l'Espagne, et se trouve en face du militarisme révolutionnaire des rebelles. Nous posons le problème des colonies d'un point de vue strictement internationaliste. Nous considérons les travailleurs du Rif comme capables de pourvoir eux-mêmes à leur vie et à leur organisation sociale.

Nous devons empêcher que la zone espagnole puisse servir de base aérienne et navale à nos pires ennemis. Dans le secteur où est établi le général Franco doit être menée une propagande irrésistible. Ceci n'est pas en désaccord avec nos principes : il s'agit de la cause de la liberté. La révolution espagnole doit être un exemple pour le prolétariat mondial. Nous serions des contre-révolutionnaires, si nous réservations la liberté aux travailleurs de notre péninsule, tout en laissant la zone marocaine aux mains des esclavagistes. Liberté absolue pour les colonies ! Les peuples doivent disposer d'eux-mêmes en dehors de toute considération de tactique. La zone espagnole du Rif sera indépendante le jour où elle se trouvera dans les mains des travailleurs marocains en armes.

### LES JOURNALISTES SUR LE FRONT DE SARAGOSSE

Ils arrivent de temps à autre pour « visiter le front ».

Ils sont à la fois cyniques et bêtes. Ils s'emparent d'un détail qui leur a sauté à l'œil et bâtissent une théorie. On croit rencontrer des explorateurs dans un pays de sauvages.

Ils examinent les fusils avec prudence, ils s'étonnent que l'on couche dans des granges et se font raconter les combats.

Avec les Espagnols ils sont d'ailleurs servis.

Ce qui frôle le plaisir c'est que les copains de la presse anarchiste et syndicaliste circulent librement avec un beau papier plein de cachets tandis qu'eux ne font pas un pas sans être accompagnés par deux miliciens armés de fusils.

« Le pays légal et le pays réel », comme dit Maurras. Ils parlent sans avoir rien vu. C'est pourquoi leurs reportages sont si beaux.

Ch. CARPENTIER, Ch. RIDEL.

## LE BILAN D'UNE SEMAINE DE LUTTE

Les résultats des opérations militaires qui se sont déroulées pendant ces huit derniers jours ne sont pas mauvais.

Nous devons déplorer, hélas ! la perte d'Irun et le sacrifice sublime de ses défenseurs. Mais cela n'était que trop prévisible. En sus de sa vulnérabilité provenant de la configuration géographique des alentours, Irun, nous l'avons dit, n'était pas « impenable ». Et les possibilités de ses défenseurs étaient réduites à une batterie de 75, trois canons de 155, quelques mitrailleuses bien situées, et 500 hommes environ, incapables de résister à la puissance des chars et des avions. De l'autre côté, des tanks qui escaladaient les pentes, des pièces d'artillerie lourde en grand nombre, de l'artillerie de montagne soutenant les assauts de l'infanterie. Des autos-mitrailleuses devançaient en terrain plat la progression des fantassins bien armés et six ou huit fois supérieurs en nombre. San Marcial succomba et la partie fut perdue. Les miliciens démunis de cartouches et de bandes de mitrailleuses tirèrent longtemps en échec l'envahisseur. Le monde entier a suivi haletant les péripéties de cette lutte inhumaine par la disproportion des forces en présence. A la Punched, 6 autos-mitrailleuses livraient l'ultime assaut au fortin improvisé où résistaient encore quelques miliciens. Les six monstres blindés avançaient en crachant des balles. Rien ne paraissait devoir leur résister. Soudain de derrière la barrière de sacs de sable, à quelques pas des engins destructeurs, un dynamite se dressa : sa main lança quelque chose. La coupole blindée d'une des autos-mitrailleuses sauta, les autres firent demi-tour et prirent la fuite. Un journaliste de « l'Intransigeant », qui vit la scène, put écrire dans son journal, dont la sympathie n'est pas acquise aux miliciens révolutionnaires, loin de là, qu'un homme seul avait fait reculer six engins réputés invulnérables. Et combien d'autres exploits, dont les auteurs restent anonymes, se réalisèrent jusqu'au moment où les quatre derniers miliciens qui défendaient le pont d'Irun s'immolèrent pour gagner du temps et permettre à Saint-Sébastien d'organiser sa défense. Par le courage désintéressé de ses miliciens, Irun est entré dans l'histoire.

Pour compenser cette perte, les gouvernements ont à leur actif des succès incontestables en Estremadure et en Aragon. La chute de Huesca ne saurait tarder, car les miliciens catalans sont déjà dans les faubourgs de la ville. Quant à l'avance de vingt kilomètres que les rebelles avaient réussie en direction de Madrid, par la bataille de Talavera de la Reina, non seulement elle s'est trouvée neutralisée par une contre-offensive qui a rejeté les rebelles sur leurs positions premières, mais encore ils durent reculer en dépit d'avoir subi de lourdes pertes. Enfin l'impression de flottement entre les divers groupes d'armées, le manque de coordination qui apparaît préjudiciable au succès de la libération du territoire (prologue à la libération politique et économique) et que le signalait la semaine dernière, paraît devoir se dissiper. Le capitaine Bayo et les milices catalanes, rappelés de Majorque, où ils combattaient du reste avec succès, vont pouvoir renforcer le front de Saragosse. Il est urgent de tenter une trêve par la vallée de l'Ebre afin d'opérer une jonction avec le littoral atlantique maintenant complètement retranché de l'Espagne révolutionnaire. Et ensuite tenter un mouvement enveloppant sur la Vieille Castille, pour déloger Madrid. Voilà à notre sens, le plus important actuellement.

Puisse rapidement en revue, en les fixant chronologiquement, les diverses phases des opérations militaires de la semaine écoulée.

Mercredi 2 septembre. — Dans l'après-midi, le mont Turiate tombe aux mains des rebelles, qui ont accédé aux crêtes se prolongeant à San Marcial. Les miliciens qui n'ont que trois canons de 155, essaient vainement de dégager San Marcial. C'est en vain. Les insurgés encerclent San Marcial et la Punched qui isolés n'ont plus de valeur stratégique. La Punched tombe la première, tous ses défenseurs sont tués sur place. Behobia résiste encore. Puis San Marcial tombe à son tour.

Judi 3 septembre. — Behobia résiste. Les rebelles déjà bien supérieurs en nombre, reçoivent des renforts venus de Pamplune. Précédés par des tanks, ils entrent dans Behobia dont il leur faut faire le siège maison par maison. Malgré les bombardements d'artillerie et d'avions, une poignée d'hommes mal armés se défend contre un ennemi six ou sept fois supérieur en nombre.

On peut présumer qu'il sera seulement un cabinet de guerre. Sa tâche est seulement de diriger la bataille contre le fascisme. Il serait préjudiciable pour la grande force que nous sommes, que les socialistes et communistes prennent une position avantageuse dans les organisations qu'ils représentent. Ce ne serait pas une voie à conseiller.

Après des socialistes et communistes, nous avons découvert des éléments petits-bourgeois. Nous croyons que ces fractions ne représentent plus rien, mais qu'elles subsistent grâce à une série de circonstances.

La vague révolutionnaire qui caractérise le mouvement actuel devrait rompre avec toutes les institutions qui, jusqu'à présent, ont présidé à la vie espagnole.

Les formes bureaucratiques ne devraient pas subsister. Nous aurions avancé beaucoup plus sur le chemin de la libération du prolétariat si nous avions formé une « junta » nationale révolutionnaire comprenant toutes les organisations ouvrières et paysannes. Nous aurions consolidé les bases de la grande expérience que nous vivons.

La déclaration ministérielle de Largo Caballero nous porte à déduire qu'il mettra toute sa force dans la lutte antifasciste. Là est sa mission. Mais

Vendredi 4 septembre. — Irun est investie par les Riffains et les légionnaires qui constituent le « pays réel ». Maneras dixit. Mais les miliciens résistent toujours et tiennent le pont international. Dans Irun même, des barricades et des maisons, la mort a déferlé sur les rebelles. Mais la ville est en flammes. D'atroces combats de rue se déroulent parmi le fracas des explosions. En Estremadure, les rebelles ont pris Talavera de la Reina et progressent de vingt kilomètres. On se bat toujours dans Behobia.

Samedi 5 septembre. — A midi trente, malgré une résistance désespérée qui s'est prolongée jusqu'au pont international, les rebelles ont séparé le Guipuzcoa de la frontière. Des miliciens, complètement démunis de munitions, se sont réfugiés en France. Ils demandent à être rapatriés par la Catalogne pour combattre encore. Fontarabie et le fort de Guadalupe résistent. Mais la route de Saint-Sébastien est ouverte.

Dimanche 6 septembre. — Par la vallée, où passent la voie ferrée et la grand-route, les fascistes marchent sur Saint-Sébastien. Ils sont arrêtés à Pasajes de San Juan, par la redoute de Trinchierpe. Guadalupe bombarde Irun. Fontarabie est en partie occupée, mais des miliciens s'y barricadent et enrayer l'avance des rebelles.

Les gouvernements, passant à l'offensive, ont fait reculer les fascistes en Estremadure. Les troupes de Franco et Queipo de Llano, qui avaient gagné vingt km., reculent de vingt-cinq.

Lundi 7. — La redoute de Trinchierpe tient toujours. Les milices catalanes progressent aux abords immédiats de Huesca. L'Alcazar de Tolède est dans une situation critique. Le succès des milices gouvernementales en Estremadure se confirme.

Mardi 8 septembre. — Saint-Sébastien tient toujours. Les rebelles ont été bombardés dans Fontarabie et aux environs par trois avions gouvernementaux. Guadalupe résiste encore.

Les Asturiens auraient fait reculer les fascistes dans la province de Leon et ne seraient plus qu'à 25 kilomètres de cette ville.

A. MADIN.

## La constitution du nouveau gouvernement

Il ne faut pas prendre position de parti, car il faut tenir compte que la noblesse et le désintéressement de l'organisation confédérale sont notoire, par le fait qu'elle nous aide dans la rue et refuse toute participation au gouvernement.

Par conséquent, nous opinons pour que les éléments révolutionnaires établissent de nouvelles bases sociales et économiques. Et ceci pourra se faire sur une nouvelle armature, totalement différente de celle des institutions bourgeoises.

L'heure actuelle est au prolétariat 100 %. Le nouveau gouvernement n'est pas sa fidèle expression, mais nous espérons qu'il sera fermé dans sa lutte contre le fascisme.

(Solidaridad Obrera, 6 septembre 1935.)

« LE LIBERTAIRE » n'a pas d'autres ressources que la souscription et l'abonnement

leur supériorité écrasante les fascistes se sont repliés laissant sur le terrain 80 morts, et en emportant plusieurs blessés. Dans les musettes des fascistes morts, nos camarades ont trouvé des cordes savonnées préparées d'avance évidemment pour pendre tous ceux qui seraient tombés vivants dans leurs mains.

Les fascistes animés d'une haine particulière envers les camarades italiens avaient décidé de diriger contre eux pour les anéantir, le meilleur de leurs forces.

Les pertes de la colonne italienne se montent à 7 morts et 5 blessés.

Parmi les morts figurent : Mario Angeloni, avocat républicain ; Perrone Vincenzo, anarchiste ; Centrone Michele, anarchiste ; Fallaschi F. anarchiste ; Zuddas Giuseppe, « Giustizia e Libertà » ; Pappalardi A. communiste dissident ; Colliva A. communiste dissident ; Les blessés sont : Cavani Bruno, anarchiste ; Girotti, anarchiste ; Breimeig et Rosselli, « Giustizia e Libertà ».

Nous saluons avec le cœur serré d'émotion la mémoire de cette première poignée de camarades qui sur la terre ensanglantée d'Espagne sont tombés vaillamment pour la défense de la Liberté contre les féroces du fascisme international.

Aux camarades qui sur le front de bataille poursuivent la lutte avec vaillance et acharnement, nous envoyons l'expression de nos sentiments fraternels et de notre admiration.

Comitato anarchico italiano.

## En Catalogne

### UNE CONFERENCE DE LA C.N.T. EN CATALOGNE

Comme exemple typique du travail de la C.N.T., nous publions un extrait des résolutions de la Conférence provinciale de Vaals, où vingt localités étaient représentées. La Conférence décide qu'aucun terme ne sera plus payé. La moitié de la valeur des fermages sera versée au Comité Local Antifasciste. Le sol, qui était mal exploité ou aux mains d'éléments fascistes, est exproprié et confié pour l'exploitation collective à des ouvriers sans terre sous le contrôle des Autorités ouvrières locales. Dans chaque localité, un Comité Economique de Contrôle sera formé pour régler la production et la consommation et établir la valeur marchande des produits.

### LA COLONNE DES VOLONTAIRES ITALIENS S'EST BATTUE COURAGEUSEMENT AUX PORTES D'HUESCA

Aussitôt parvenues les premières nouvelles de la rébellion fasciste en Espagne, les libertaires italiens réfugiés à l'étranger, en France, Belgique, Algérie, etc., ont éprouvé l'impulsion irrésistible de rejoindre l'Espagne pour apporter au peuple espagnol en lutte leur solidarité directe.

Ils ont collecté, parmi eux, sous son, au prix de privations et de sacrifices personnels, les sommes nécessaires aux frais du voyage.

Ainsi quelques centaines de camarades ont pu partir en Espagne, par petits groupes, tandis que beaucoup d'autres, faute d'argent attendent encore, tourmentés d'impatience, le moment de pouvoir les rejoindre.

Ce premier contingent de camarades, incorporé dans la colonne autonome des volontaires italiens dans la caserne de Pedralbes à Barcelonne, après quelques jours d'instruction, fut chargé par le commandement général des milices catalanes d'occuper un secteur important sur le front aragonais.

La colonne composée d'une compagnie de mitrailleurs et d'une compagnie de fusiliers, le 19 août se mit en route pour rejoindre la première ligne de combat à quelques kilomètres de Huesca.

Depuis les premiers jours les combats ont été acharnés.

Le 28 août, à 4 heures du matin, une colonne fasciste provenant de Huesca, composée de 700 hommes armés de canons, mitrailleuses, tanks, a attaqué la position isolée tenue par la colonne italienne. Le combat a duré jusqu'à 9 heures. Les fascistes ont dû se replier avec de fortes pertes laissant sur le terrain un canon, des fusils et quelques prisonniers. La proportion des forces ennemies était écrasante pour les camarades italiens : 700 rebelles pourvus de mitrailleuses Fiat, d'avions de bombardement Caproni et d'avions de chasse Savoia-Marchetti, fabriqués en Italie, contre 150 de nos camarades pauvres d'armes, mais riches d'une foi invincible. Malgré



Entre deux combats

## Ceux qui tombent dans la lutte

Nous publions la biographie succincte de nos deux excellents amis Michele Centone et Perrone Vincenzo, tombés devant Huesca.

Michel Centrone, âgé de 52 ans, vieux militant anarchiste de l'école galléaniste, déporté du Nord de l'Amérique pour son inlassable activité politique en 1919. Persécuté en Italie, se réfugia au Canada où il tenta vainement de rejoindre les Etats-Unis. Surpris avec une poignée d'autres camarades anarchistes sur la frontière canadienne, il est refoulé en Europe où il suit le sort tragique de tous les camarades échappés à la terreur du fascisme italien.

Réfugié en France, il a défilé avec dignité et fierté, toutes les offenses de la misère, du chômage et de l'inhospitalité.

Expulsé de France, toujours à cause de son inlassable activité politique en décembre 1928. Caractère droit et intègre, esprit clairvoyant et indépendant universellement estimé, il est parti avec le premier groupe de volontaires anarchistes italiens, malgré son âge très avancé. Sur la ligne de feu, fut un exemple de courage, marchant à la tête de nos camarades impatients d'affronter l'ennemi, et victime de son audace intrépide, il est tombé frappé par la mitraille en plein front.

Perrone Vincenzo, de Salerno. Agé de 34 ans, ancien cheminot révoqué, militant anarchiste, condamné par le Tribunal Spécial fasciste à dix-huit mois de prison pour son activité révolutionnaire en 1925.

Libéré, il fut condamné à 4 ans de relégation à l'île de Linn, pour propagande antifasciste.

Sa peine purgée, il vint se réfugier en France, franchissant clandestinement la frontière. A Tunis, il fut contraint par les persécutions de rejoindre Paris où il n'a jamais pu obtenir le droit de séjour. Étant signalé par la police fasciste comme anarchiste dangereux, il est tombé comme savent tomber les anarchistes, à côté de son vaillant camarade et ami Centrone.

## LA RÉVOLUTION LIBERTAIRE (1)

Nous ne savons pas si nos amis des Asturies auraient pu défendre leur droit à l'existence contre l'esprit totalitaire socialiste ou communiste. Peut-être se fussent-ils trouvés en minorité. Mais dans presque tout le reste de l'Espagne, dans le cas d'une révolution, nous serions la majorité indiscutable, comme en Aragon, dans la Rioja et Navarre, en Andalousie, en Catalogne, au Levant. Nous nous imaginons le désastre et la mort de la révolution si nous affirmions le même critérium totalitaire que soutiennent socialistes et bolchevistes. D'avance, nous avons le devoir de rassurer les minorités des régions où prédominent nos forces, notre reconnaissance et notre solidarité, et d'exiger des majorités éventuelles, le même pacte là où nous serions minorité.

Sur l'aspect politique, naturellement, il est nécessaire de renoncer à l'hégémonie d'un comité, d'un parti, d'un courant donné, c'est-à-dire renoncer à l'Etat comme institution, qui oblige tous, ceux qui veulent et ceux qui ne veulent pas. Mais cette renonciation à dicter la loi pour tous, sans laquelle il n'y aura ni véritable révolution ni véritable bien-être social, parce que maintenir l'Etat, c'est maintenir la source la plus forte de l'exploitation du travail humain, ne veut pas dire que dans l'ordre économique on ne puisse établir la solidarité, l'appui mutuel, l'accord. D'autant plus que le localisme économique est impossible, et Gijón, communiste libertaire, a besoin d'Oviedo socialiste. Comme sur le terrain de l'organisation économique de l'échange, ce qui importe avant tout est la convenance réciproque des pactes, si cette convenance existe, l'accord se produira malgré les divergences politiques et sociales qui peuvent séparer les intéressés. Il est possible ainsi d'organiser un magnifique réseau de relations et d'échanges dans tout l'ordre national sans la base préalable du régime unique, de la norme de vie et production unique.

L'intérêt de tous, socialistes, communistes et anarchistes, serait de maintenir le trafic du service de la poste par exemple, sur un

terrain politiquement neutre, car si dans une zone il pourrait être contrôlé par une des tendances, dans la voisine, il devrait l'être par une autre, et la pratique montrerait comment l'accord est préférable pour maintenir ce service d'utilité générale, en marge des différentes écoles sociales qui essaient des formules de vie et de travail.

Si la discussion du « front unique » eût été portée sur ce terrain, elle aurait donné probablement d'autres résultats. Mais circonscrite aux accords momentanés et aux machinations déloyales, elle ne pouvait avoir d'autre conséquence que celle qu'elle a eue : une aigre polémique de laquelle les forces sociales devaient sortir plus éloignées. La question varierait si l'on mettait en cause les diverses tendances du mouvement social espagnol, majoritaires ou minoritaires dans le cas d'une révolution triomphante. S'il résultait de cet examen que chacun pourrait compter sur le respect des autres, le monde capitaliste et l'Etat auraient leurs heures comptées. Mais si d'avance on nous dit, et l'on dit aux travailleurs que la dictature d'aujourd'hui continuera demain avec d'autres noms et d'autres dénominations, toute discussion est inutile.

Les travailleurs veulent une chose : être libres, vivre du produit de leur travail, augmenter leur bien-être. Pourquoi ne discutent-ils pas sur le moyen d'assurer cette liberté, ce bien-être, ce droit à la vie ?

Nous disons d'avance que, comme anarchistes, nous ne pouvons obliger personne à vivre notre vie. Mais ceci implique comme condition préalable, que l'on respecte aussi notre façon de vivre. Jusqu'ici la social-démocratie ni le bolchevisme russe n'ont rien fait qui démontre leur volonté de reconnaître la liberté des anarchistes à s'organiser et à vivre comme bon leur semble, avec leur part correspondante des instruments de travail et de la richesse sociale. Ils ont dit que demain nous devrions nous soumettre à leur respective dictature ou continuer, comme aujourd'hui, à mourir en exil, dans les prisons ou des pénitenciers,

Ou l'une et l'autre tendances entrent dans la discussion de cette affaire, ou l'on perd son temps dans un débat sur des consignes sans consistance.

En plus d'un demi-siècle, le marxisme a montré avec évidence sa fonction de scission. Il n'a pas fait cette scission pour aller plus loin que nous, mais pour se soumettre chaque fois plus au monde capitaliste ou à sa conception de l'Etat. Nous voulons que les travailleurs s'unissent, qu'ils reconnaissent leur identité d'intérêt, qu'ils se sentent frères par leur sort commun ; nous savons qu'unis, ils peuvent tout, et que séparés, ils doivent être de la chair à canon pour les actuels et les futurs privilégiés, bêtes de somme sans droits et sans personnalité. Unissons-nous donc, travailleurs, mais dans la liberté, avec la liberté, pour la liberté.

Il y a une base d'accord pour tous les travailleurs et de cet accord sortira la révolution triomphante : la reconnaissance sincère de nos différences de caractère, de tempérament, d'éducation, et la promesse solennelle de nous unir aujourd'hui et demain, après une entente réciproque, pour contribuer sans abdication aucune, à l'œuvre commune : la suppression du capital et de l'Etat totalitaire.

Nous sommes, nous anarchistes, la fraction révolutionnaire la plus nombreuse d'Espagne. Cependant nous reconnaissons à toutes les tendances sociales la liberté d'essai et d'expérience de leurs conceptions particulières. Nous ne demandons qu'une chose : qu'on nous reconnaisse à nous le même droit, et qu'on ne veuille pas demain nous obliger à vivre comme nous vivons aujourd'hui : en lutte à mort avec la tyrannie, dépouillés du produit de nos efforts.

Un drapeau peut nous unir tous pour en finir avec le monde capitaliste : le drapeau de la liberté.

D.-A. DE SANTILLAN.

(Traduit par Maurice Germain.)

(1) Voir le Libertaire du 4 septembre.



La conquête de la terre









## Bravo ! Blum...

Il faut le dire : le discours que Léon Blum a prononcé dimanche dernier, devant les militants de la Fédération socialiste de la Seine, est un grand discours. Nous pouvons l'affirmer sans crainte, ici où l'on n'a pas l'habitude d'encenser les gens en place et où la critique n'a jamais perdu ses droits. Et nous nous réjouissons de l'accueil qu'il a reçu et qui prouve à quel point la défense de la paix, qui en est l'objet, répond au vœu profond du prolétariat, dont une partie importante, hélas ! est encore abusée par la folle et criminelle politique du Parti communiste.

Nous n'entrerons pas dans l'argumentation de Léon Blum, et, en particulier, dans une discussion trop formelle sur le respect des conventions. Tout cela nous paraît secondaire et assez faux. Le monde capitaliste est un monde livré à la force et il nous paraît vain de vouloir l'enfermer dans des interdits juridiques. Les conventions, si solennelles soient-elles, sont faites pour être violées le jour où un nouveau partage des forces autorise cette violation. Il n'est point d'autre droit.

Mais, ce que nous pouvons retenir et ce que nous approuvons sans réserve, c'est l'affirmation de Léon Blum de ne pas accepter la guerre comme une fatalité inéluctable ou comme une éventualité peut-être favorable, c'est la vigoureuse critique du néo-patriotisme du Parti communiste, c'est la pensée qui sous-tend tout le discours et que nous avons formulée maintes fois dans ce journal, à savoir que la guerre étrangère, quelle qu'elle soit, même quand elle prend l'apparence d'une croisade des démocraties contre le fascisme, n'est pas seulement une atroce aventure humaine, mais aussi et surtout une irréremédiable défaite du prolétariat.

Et maintenant, pouvons-nous espérer que le pire ne sera pas commis, c'est-à-dire que le Gouvernement du Front populaire ne s'orientera pas vers cette politique nationaliste à quoi le Parti communiste le presse d'adhérer ? Il y a là une épreuve redoutable, de laquelle il faut espérer que le Président du Conseil, qui vient de faire la démonstration qu'il était capable d'un sursaut libérateur d'énergie, sera capable de sortir. Elle peut avoir des résultats décisifs et aboutir à la liquidation de l'influence du Parti communiste sur la classe ouvrière, dont le salut est lié au maintien de la paix internationale. Elle peut avoir aussi d'heureux effets sur l'orientation de la politique étrangère du Gouvernement. Non pas que nous espérons que le Quai d'Orsay puisse jamais faire autre chose que la politique de l'impérialisme français. Trop de faits sont là pour le prouver, dont la visite du général Rydz-Smigly constitue le plus éloquent. Mais ce serait déjà un incontestable progrès que cette politique devint moins provocatrice et moins

belliqueuse. Ce serait un autre progrès qu'elle rompit avec les funestes conséquences où l'entraîne une certaine interprétation du Pacte franco-soviétique, c'est-à-dire avec le soutien de l'impérialisme russe.

Nous avons regretté que la politique étrangère du Front populaire ne fût pas plus courageusement novatrice et nous avons montré, lors des débuts du Ministère Blum, que ses déclarations s'inspiraient trop de ce qu'on appelle « les intérêts de la France ». Il nous semblait que, dans les cadres mêmes de l'expérience, et à condition de briser avec certaines traditions comme avec certains intérêts puissants, une autre politique était possible, qui eût courageusement rompu avec le passé et recherché sans embages les bases d'un accord avec le peuple allemand, par-dessus la tête de son Gouvernement, en s'orientant vers une annulation du Traité de Versailles. C'est été là une entreprise hardie et difficile, mais elle aurait pu avoir pour conséquences de créer un puissant contre-courant pacifique et permis peut-être d'échapper au déterminisme de la course aux armements.

Aujourd'hui, la situation s'est aggravée. Hitler, en rétablissant le service de deux ans, a offert un excellent argument à nos nationalistes, parmi lesquels se sont rangés les stalinien. On sait que ceux-ci réclament d'ores et déjà une riposte aux mesures prises par Hitler en demandant un renforcement de la sécurité de la France. Qu'entendent-ils par là ? Vraisemblablement, sans vouloir l'avouer, ils sont partisans d'une prolongation du service militaire. Peut-être en viendront-ils à persuader leur clientèle qu'il importe, pour faire pièce aux projets de Hitler, que nos soldats fassent trois ans. Pour le moment, notons à l'actif du Gouvernement Blum qu'il a résisté à cette pression follement démagogique. Le dernier Conseil des ministres a décidé, en effet, de ne pas demander au Parlement une prolongation du service militaire. Mais le ministre de la Guerre n'en a pas moins demandé la prise de mesures — accroissement du matériel et augmentation du nombre des militaires de carrière — qui entraîneront pour le seul exercice de 1937 une dépense de 4.200 millions ! La sécurité de la France coûte cher.

On voit que le danger demeure grave et qu'il convient que la classe ouvrière veille au grain. Enregistrons néanmoins avec satisfaction que la manœuvre stalinienne qui, sous le couvert d'une défense de la révolution espagnole, tendait à précipiter le monde dans la guerre, a échoué. D'autres suivront qu'il faudra déjouer également. Répétons-le : la lutte pour la paix et la défense du peuple espagnol ne se séparent pas.

LASHORTES.

## Le torchon brûle

Décidément ce pauvre Front populaire n'a pas de chance. Les graves, puis les événements d'Espagne l'ont mis dans une position délicate. Jusqu'à présent les petites querelles intestines restaient dans l'ombre, mais aujourd'hui la discorde règne à un tel point entre les partis « composant le Front populaire que la polémique éclate au grand jour.

La cause de ces dissensions, c'est la propagande faite par le Parti communiste en faveur du Front des Français. Car le Front populaire ne suffit plus aux hommes de Moscou, c'est le Front des Français, c'est-à-dire en réalité l'Union Sacrée entre exploités et exploités qu'il leur faut. Et tout cela pour être prêts à faire la guerre à l'Allemagne. En réalité le Parti communiste français n'est plus que l'agent en France de l'impérialisme soviétique. De reniement en reniement il en arrive à pratiquer une politique nationaliste digne des Déroulède et autres trublions patriotes d'avant-guerre. Néanmoins cette trahison sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier commence à susciter des réactions dans le prolétariat français.

Le Parti socialiste, par l'intermédiaire de sa C.A.P. a nettement montré qu'il désapprouvait une telle politique.

Les commentaires de Séverac dans le *Populaire* du 5 septembre confirment cette attitude. Il rappelle que le Parti socialiste est un parti de classe et il repousse énergiquement « cette tentative d'élargissement qui, si elle aboutissait, aurait pour effet de rapprocher au sein de la même formation politique ceux qui pâtissent le plus du régime actuel et ceux qui en tirent le plus grand profit ».

Dans le même numéro, dans la *Tribune du Parti*, Roucaurol, député de l'Hérault, exprime une opinion analogue. Front populaire... oui ! Front français... non ! s'écrie-t-il.

Et il s'élève contre la politique communiste de collaboration avec les modérés et les cléricaux. La proposition de Thorez relative à l'étude dans les écoles de « Mein Kampf » de Hitler, sa lettre à propos de la visite du docteur Schacht à Paris, lui font

convenir que la direction du Parti communiste en France ne tient pas à nouveau à un rapprochement quelconque avec l'Allemagne et s'efforce au contraire d'entretenir le maximum de suspicion et d'hostilité entre les deux pays.

Il rappelle ensuite discrètement leur ancienne position avant la fameuse déclaration de Staline et s'étonne qu'« après avoir pris la *Marseillaise* et le drapeau tricolore aux hommes de la droite, voici qu'on leur emprunte leur langage et qu'on adopte leurs tactiques et leurs sentiments de chauvinisme intégral ».

Pour lui, Front français = Union Sacrée. Et il termine en refusant de faire sienne cette politique. « Cette nouvelle politique de la direction du Parti communiste, c'est la préparation psychologique du peuple français à l'acceptation de la guerre contre l'ennemi d'avance désigné, c'est la transformation de la volonté populaire tendue jusqu'à présent vers la lutte contre le capitalisme de son propre pays, en un affolement populaire, dévié vers la peur de la menace allemande et y oubliant de se libérer de ses chaînes intérieures ».

Pour nous, anarchistes, cette affirmation de principes que la S.I.O. de ces dernières années avait, elle aussi, oubliés, nous réjouit. Malgré ses fautes, pour ne pas dire plus, le Parti socialiste peut se ressaisir devant la gravité des menaces qui pèsent sur le mouvement ouvrier. Sa réaction devant la politique nationaliste des communistes en est une preuve.

Continuons donc notre travail d'éclaircissement et d'éducation vis-à-vis de la classe ouvrière. Les socialistes commencent à comprendre, tâchons d'y convaincre les militants communistes de la base, qui eux, dans leur majorité, restent sincères, du triste travail qu'accomplissent leurs chefs.

Au Front des Français opposons le Front du prolétariat révolutionnaire.

Séchaud.

Nos collaborateurs et correspondants sont informés que la copie doit nous parvenir le mardi soir au plus tard.

## Treize milliards dans le gouffre du militarisme

(Suite de la première page)

Je soutiens, ensuite, que, en cette matière comme en toutes les autres, il faut que quelqu'un prenne sur lui de commencer, d'ouvrir la voie, de donner l'exemple. Je soutiens que, en l'espèce, il appartient à une grande puissance de donner le signal, afin que son geste possède toute la force de rayonnement et toute la puissance d'exemplarité désirables et possibles.

Je soutiens, enfin, que la nation qui donnerait ainsi le signal du désarmement général, non seulement écrirait la plus belle page de son histoire et la page la plus glorieuse et la plus féconde de l'histoire universelle, mais encore porterait au niveau le plus élevé sa propre sécurité.

L'affirme que je n'ai jamais trouvé en face de moi un contradicteur sérieux et de fond ; mais je reconnais, par contre, que nombre d'auditeurs, réfractaires, par instinct et accoutumance, à cette thèse qu'ils estimaient trop hardie et, par conséquent, imprudente, m'ont traité de rêveur d'utopiste, d'esprit chimérique, d'illuminé, voire de demi-fou.

Cette thèse, disent ces personnes, peut, à la rigueur, séduire et rallier des idéalistes, mais pas des réalistes.

Je pourrais multiplier ici les citations attestant que des penseurs sérieux, des philosophes profonds, des hommes dont la pondération et le sens pratique sont accredités solidement se sont prononcés en faveur du désarmement unilatéral.

Dans cet article, que je ne veux pas trop allonger, je me bornerai à une citation, une seule, mais qui emprunte à la situation qu'occupe présentement son auteur une saveur et une autorité exceptionnelles.

Cette citation, lisez-la avec toute l'attention dont elle est digne.

Lisez bien :

« Je pense que si une nation s'était ainsi offerte, qu'elle eût, d'elle-même, jeté ses armes, sans convention préalable avec les autres Etats, sans stipulation de réciprocité, elle n'aurait, en réalité, couru aucun risque, car le prestige moral qu'elle aurait acquis l'aurait rendue inattaquable, invulnérable et la force de l'exemple donné par elle aurait contraint tous les autres Etats à la suivre.

« On se représente la commotion qui frapperait le monde entier devant un tel acte ; non plus le petit Danemark, mais une nation comme la France, offrant à la conscience universelle ce gage suprême de sa volonté de paix.

« En nous désarmant, n'aurions-nous pas, du même coup, brisé, dans tous les autres pays, les armes des nationalistes, des militaristes, des partis de revanche et sans doute aussi des dictatures ? Quel gouvernement aurait été capable de résister au courant d'enthousiasme, à la volonté impérieuse des peuples ?... »

En s'exprimant ainsi, l'auteur se place dans l'hypothèse d'une puissance comme la France ayant désarmé unilatéralement.

Et cet auteur, c'est LEON BLUM, pages 152-154 d'un volume qui a pour titre : « Les problèmes de la paix », et qui a paru en 1931.

..

Léon Blum ? C'est lui qui a ainsi exalté le désarmement unilatéral ? Est-ce possible ?

Et si c'est bien lui pourquoi ne le propose-t-il pas maintenant qu'il est à la tête du gouvernement ? Il a donc changé d'avis ? Blum n'est cependant pas un girouette ; il n'est pas du parti communiste, mais du parti socialiste et, à la S.F.I.O., on ne tourne pas à tous les vents comme à la S.F.I.C.

J'incline donc à croire que Blum n'a pas changé d'avis. Je pense qu'il accorde aujourd'hui au désarmement unilatéral les vertus souveraines qu'il lui attribuait hier.

Seulement, il est aujourd'hui ce qu'il n'était pas hier : le président du conseil. Entre l'homme d'hier et le gouvernant d'aujourd'hui il y a tout un abîme.

Ce que « l'homme » pouvait penser et préconiser il est permis au « gouvernant », de persister à le penser, mais il lui est défendu de continuer à le dire, à le préconiser.

Cette explication plaide en faveur de « l'homme » contre « le gouvernant ». Elle tend à innocenter le premier, mais elle accable le second.

Qu'on m'excuse de ne pas pousser plus loin cette considération.

Lorsque l'actualité sera moins pressante et moins dramatique, quand l'heure sera plus favorable à l'étude des problèmes d'ordre doctrinal ou philosophique, je ne manquerai pas de revenir sur ce sujet.

SEBASTIEN FAURE.

### DERNIERE HEURE

En mettant en pages, on nous communique « le Journal » de ce jour 10 septembre : Pied-plat Vautel, avec sa bile indigeste, répond à une lettre que lui a envoyée notre ami Douteau. Et, comme intelligence et argumentation, n'ont jamais hanté le bonhomme, sa réponse se résume à ceci : « Je vous poursuis devant les tribunaux. »

Merci, Douteau ! Grâce à ton intervention, nous allons pouvoir rire à tripes déployées, lors de ton « procès » !

Grand Gala de Solidarité pour les Objecteurs de Conscience emprisonnés, mercredi 16 septembre, à 20 h. 30, 10, rue Dupetit-Thouars.

Avec les concours de : Ch. d'Avray, Lucienne Claudy, Gassi, G. Gilbert, G. M. Gouté, J. Grellot, H. Guérin, Jean Lec, L. Loréal, G. Quercy, R. Rocca, Eug. Wyl ; et audition des « Hymnes aux Héros de la Paix » et des « Chants du Réfractaire », par leurs auteurs.

Allocation de Gérard Leretour. Prix d'entrée : 5 frs.

## Les surprises du pouvoir ou logique à rebours

Des années durant, le socialiste Léon Blum avec la logique subjugante qu'il manie avec tant de maestria, battait en brèche la fameuse formule « sécurité d'abord, désarmement ensuite ». Il démontrait puissamment toute l'inanité et la fragilité de ce sophisme jailli de l'élan rhétorique de l'Homme à la pipe, qui palabrait à l'époque à Genève au nom de la France.

Je viens de relire quelques idées recueillies dans « Les Problèmes de la Paix » et j'avoue, mon admiration d'antan n'a fait que croître tant le cours des événements de ces dernières années accumule de confirmations à son argumentation inébranlable.

Cependant, me voici enfoncé dans un dilemme, cruel : admirai-je un maître de la logique ou un maître de la logomachie ?

Tout récemment encore le socialiste Léon Blum parlait ainsi :

« Nous répondrons par le même « Non » catégorique à ceux de nos adversaires qui nous opposent la formule courante : « sécurité d'abord ! »

« Si une nation ne peut désarmer qu'après avoir garanti sa sécurité, et s'il est admis que sa sécurité réside, fut-ce pour partie, dans l'état de ses préparatifs militaires, c'est-à-dire de ses armements, il va de soi qu'elle ne désarmera jamais. Je désarmerai quand je me sentirai sûr. Je ne me sentirai sûr qu'une fois suffisamment armé, ce qui veut dire, soit dit en passant, plus puissamment armé que les autres. Par conséquent, j'arme... ne serait-ce que pour pouvoir désarmer un jour ! Raisonner ainsi revient à enfermer les peuples dans une sardonique et insultante contradiction. »

« Toute conception militaire de la sécurité nationale est en conflit absolu avec l'idée d'un désarmement actuel ou possible. La seule conséquence logique qu'on en puisse tirer, c'est au contraire d'entrer à plein dans la course, de consacrer sans cesse aux armements des crédits plus lourds... »

« Si les armements doivent vraiment servir de garantie contre la guerre, s'il n'y faut voir qu'un système d'assurance contre le fléau possible, reconnaissons que jamais primes plus onéreuses n'ont été payées plus vainement. Car enfin, il est prodigieux qu'on semble toujours l'oublier, il y a eu la guerre. »

« Ce ne sont plus les risques de guerre qui déterminent et justifient les armements ; ce sont au contraire les armements qui déterminent par eux-mêmes un danger de guerre. »

« C'est au nom de la « sécurité nationale » qu'un peuple qui se juge aujourd'hui le plus fort et qui craint de ne pas le demeurer de-

main, sera conduit à saisir et à exploiter l'instant propice. »

« D'un monde qui s'arme, la pensée de la guerre, la crainte de la guerre, le désir de la guerre, et, par conséquent, le risque de la guerre ne peuvent évidemment pas être absents. »

« Or, les travailleurs veulent la Paix. Ils exigent la Paix. Et ils resteront étrangers, peut-être hostiles, à toute action qui n'aura pas exclu premièrement l'esprit de guerre, qui n'aura pas fourni à la Paix ce gage : le désarmement ! »

Et voici les actes du même Léon Blum au pouvoir, en association, pour être juste :

Nouvelle effarante (d'après le *Populaire* du 8/9/36) : « Le Gouvernement décide de déposer un projet de loi pour renforcer la sécurité du pays ! »

La bagatelle de 4 milliards 200 millions pour la première tranche (ça promet bien !) au budget de 1937. « Il s'agit surtout d'accroître les matériels terrestres, aériens et navals. » Mais en même temps qu'il arrête ces mesures dans l'état actuel de l'Europe, le Gouvernement confirme sa résolution de mettre à profit les prochaines réunions internationales et de prendre toutes initiatives utiles pour aboutir à une convention générale de limitation et de réduction des armements. »

Alors ? — Si Léon Blum reste logique, comment qualifier cet acte monstrueux : paiement d'une prime aussi onéreuse, plus de 4 milliards en première tranche, pour une assurance vaine — disons plutôt fictive ! Sans oublier, bien entendu, ce qu'il nous enseigne sur l'accroissement du danger de guerre par les armements.

Or, il prétend vouloir sincèrement, passionnément la Paix, ce dont je ne doute pas un seul instant.

Comment expliquer alors cette contradiction flagrante entre les idées de toute une vie d'un socialiste dont la sincérité ne peut être contestée, avec ses premiers actes au pouvoir ? Quelles sont les influences, les pressions, les inéluctables exigences qu'il subit ?

En anarchiste, au lieu de condamner l'homme et ses roulements nous allons démontrer que ce socialiste ardent, comme tout autre à sa place, devient fatalement esclave du pouvoir et des circonstances où l'aboutissement de sa philosophie sociale l'a conduit. Et, en voyant ce qui advient des meilleurs parmi eux, nos camarades socialistes finiront peut-être par comprendre les vices congénitaux de leur système social basé sur l'Autorité et l'Etat.

Ménac.

## Jamais deux sans trois...

Le premier congrès du « Rassemblement universel pour la Paix » vient de se tenir à Bruxelles du 3 au 6 septembre. Ainsi qu'il fallait s'y attendre, il a été le couronnement des deux congrès « mondiaux » contre la guerre, d'Amsterdam en 1932 et de Pleyel en 1933, et du confusisme démagogique des chefs de la III<sup>e</sup> Internationale. A ce dernier titre, il avait même abandonné l'étiquette « contre le fascisme » et l'on n'y entendait à aucun moment parler de la « guerre impérialiste ».

Le parti communiste français, pourtant, n'était pas officiellement le promoteur du Rassemblement universel pour la Paix, ni l'organisateur du Congrès de Bruxelles. Mais il avait envoyé un nombre imposant de délégués, et toutes ses organisations satellites, comités d'Amsterdam-Pleyel en tête, s'étaient largement fait représenter. De sorte que, compte tenu de la représentation importante du mouvement syndical, la délégation française, qui comptait aussi beaucoup de « chrétiens » des différentes églises protestantes, formait la moitié au moins du Congrès. Mais les organisateurs avaient pris soin de faire en sorte que cela n'eût aucune influence sur les « travaux ». En dehors de l'organisation matérielle, confiée à des entreprises commerciales, et qui fut sabotée à plaisir par les Rexistes, tout était préparé d'avance, sur les principes ou respect de l'inviolabilité des obligations résultant des traités et du renforcement de la S.D.N. De nombreux délégués ne se firent pas faute d'« interpréter » ces principes dans un esprit tout à fait différent de celui qui en avait dicté l'établissement (inviolabilité après la révision du Traité de Versailles, renforcement de la S.D.N. par le désarmement, non par la création d'une armée internationale). Mais rien ne transpara de ces discussions dans les résolutions publiées à l'issue du Congrès.

En revanche, la discipline régna, discipline admirable, certes, quand on songe que c'est à peine si une faible partie du public réclame des canons pour l'Espagne au moment des discours de Cachin, et que jamais ne retentit un « puissante Internationale ».

La délégation anglaise, la plus nombreuse après la délégation française, arrivait elle aussi avec des idées très arrêtées, en particulier en ce qui concerne le maintien et le renforcement de la S.D.N. Si quelques voix discordantes, venues de la délégation syndicaliste française, ne s'élevaient pas fait entendre, on peut être sûr qu'avec l'approbation des communistes (qui, pourtant...) le vœu aurait été émis d'un renforcement de la S.D.N. dans le sens même où Tardieu l'avait préconisé jadis.

Il faut dire enfin que le but même du Congrès n'était pas tant d'organiser la paix que la « propagande pour la paix ». Ce n'est pas ici, certes, qu'on niera la nécessité du désarmement moral, ni de tous les efforts pour y aboutir. Mais, on aurait souhaité autre chose de gens qui se voulaient avant tout réalistes. Mise à part la proposition de Jouhaux (qui vaut ce qu'elle vaut) d'une conférence économique internationale entre organisations ouvrières, il fut surtout question de créer des comités per-

manents, nationaux, régionaux et locaux, et d'organiser des quêtes. Les comités, pour la propagande, et les quêtes (le « sou de la paix », en particulier) pour faire vivre les comités. Il semble bien que, dans l'esprit des Eminences grises qui menaient le jeu dans la coulisse, et en ce qui concerne la situation en France tout au moins, ces comités n'aient d'autre but que de préparer ce fameux « Front français » destiné à prendre le pas sur le Front populaire où les trahissements commencent à être un peu trop douloureux.

Il est donc permis de conclure, à l'inverse des journaux de droite qui ont voulu voir dans ce Congrès un Congrès révolutionnaire, que le « Rassemblement universel pour la Paix » a présenté à Bruxelles un Congrès d'union sacrée et de conservation sociale.

Henri Lucien.

### QUATRE CAMARADES ITALIENS ARRETES A PERPIGNAN

Le « Libéraire » a relaté dans son dernier numéro l'arrestation à Perpignan des camarades italiens, Sabatini Sergio et Fiamberti Aldo, qui s'approprièrent à quitter la France pour aller combattre comme volontaires en Espagne, et la condamnation scandaleuse à 5 et 6 mois de prison pour infraction à l'arrêté d'expulsion dont ils ont été frappés.

Nous venons d'apprendre que deux autres camarades italiens, Lussu et Sereni, ont été également arrêtés ces jours-ci à Perpignan, au moment où ils s'approprièrent à franchir la frontière, pour les mêmes raisons.

Ces deux derniers camarades seront jugés le 10 septembre, et les deux premiers se sont pourvus en appel.

Nous portons à la connaissance de l'opinion publique cet acharnement dans la persécution du gouvernement de Front populaire. Persécution d'autant plus odieuse et injustifiée qu'elle s'exerce contre des militants au moment même où ils se disposent à se porter volontairement en Espagne, à faire sacrifice de leur vie pour la défense de la liberté du peuple espagnol. D'autre part ces camarades, frappés d'expulsion, ne charchaient qu'à y obtempérer en quittant la France inhospitalière pour rejoindre l'Espagne.

### GROUPE LIBERTAIRE DE SAINT-OUEN MARDI 15 SEPTEMBRE, A 20 h. 30

salle de l'Eveil de l'Enfance

(Ecole Jean-Jaurès)

### GRAND MEETING

### LES EVENEMENTS D'ESPAGNE

Orateurs : Fremont, U. A. ; Ringeas, Jeunesse Anarchiste ; un camarade de la C.G.T.S.R. ; Monclin, de la « patrie humaine ».

### Abonnements au « Libéraire »

FRANCE	ETRANGER
52 Nos ..... 22 fr.	52 Nos ..... 30 fr.
26 Nos ..... 11 fr.	26 Nos ..... 16 fr.
13 Nos ..... 6 fr. 50	13 Nos ..... 7 fr. 50

Chèque postal : N. Faucher, Paris 596.00  
29, rue Piat, Paris (20<sup>e</sup>)





## Les quarantes heures en danger

Les difficultés relatives à l'application des revendications ouvrières se multiplient au fur et à mesure que s'atténue la vigilance ouvrière.

Surpris par la soudaineté de l'offensive patronale, en juin dernier, le patronat a, depuis, organisé la résistance et employé les manœuvres les plus variées, la provocation ou l'astuce, selon les cas, pour se soustraire aux accords conclus sous la pression ouvrière.

L'application de la semaine de quarante heures semble particulièrement compromise. Outre l'objection traditionnelle d'augmentation des prix de revient, on vient de découvrir un argument qui semble devoir être décisif : les nécessités de la défense nationale, pour rendre inopérante cette revendication essentielle du monde ouvrier.

Cet argument-massue est, aujourd'hui, invoqué à la fois par le gouvernement, soucieux de ne pas se créer de difficultés du côté patronal, et par le patronat lui-même qui, connaissant la politique antilibertaire du parti communiste, inspiré par Staline, prétend ne pouvoir répondre en temps voulu aux besoins de la défense nationale réclamés par celui-ci, pour une France forte, si on amoindrit, par la réduction du temps de travail, sa capacité de production.

C'est là un atout dont les fabricants de matériel de guerre ont senti toute l'importance, et déjà on constate que, dans ces usines, la campagne pour les quarante heures se relâche. Serait-ce qu'un accord tacite serait intervenu, à l'insu des ouvriers, entre les directions syndicales ouvrière et patronale ?

Nous inclinons à le penser en prenant connaissance des décisions de l'assemblée générale du personnel des mines Gnome et Rhône qui travaillent essentiellement pour la guerre et où la vigoureuse action des ouvriers avait réussi à imposer la semaine de quarante heures. Or, il apparaît que cette réalisation primordiale est en passe de leur échapper puisque eux-mêmes envisagent l'éventualité de ne pouvoir la maintenir. C'est, du moins, ce qui ressort du compte rendu de cette assemblée où il est dit que : « Pour eux, il ne peut être question de réduire des heures de travail, si les quarante heures actuelles appliquées ne peuvent être maintenues. »

A noter que Timbaut, représentant du syndicat des métallurgistes de la région parisienne, n'est nullement intervenu pour mettre en garde les travailleurs insérés contre une pareille incohérence. Il semblerait plutôt, par son attitude, en être l'inspirateur. Nous nous rendons compte que c'est là une grave suspicion à laquelle nous serions heureux de recevoir un démenti formel.

D'autres indices nous confirment dans cette pensée qu'un accord est intervenu entre le gouvernement et les organisations du Front popu-

laire pour freiner le mouvement des quarante heures, afin de poursuivre avec le maximum de moyens cette course aux armements qu'ils ont aujourd'hui unanimes à réclamer pour faire face au « danger hitlérien ».

Léon Blum, lui-même, n'a-t-il pas répondu à la délégation des métallurgistes : « Le mouvement de grève d'une heure proposé par les délégués de la métallurgie me paraît inutile. Un tel arrêt ne pourrait servir qu'à retarder, s'il se prolongeait, les fabrications INDISPENSABLES A LA DÉFENSE NATIONALE. En tout cas, CE MOUVEMENT NE PEUT FAIRE VARIER MON SENTIMENT SUR LA CONDUITE QUE LES CIRCONSTANCES ACTUELLES IMPOSENT AU GOUVERNEMENT. » Quel argument n'a-t-il pas donné à la patronat de la métallurgie pour justifier sa résistance.

Ainsi, sous le fallacieux prétexte du danger fasciste, se prépare l'Union sacrée, prélude à la guerre que préparent fébrilement les impérialismes de toutes nuances et où sombreront les conquêtes ouvrières si péniblement arrachées.

Contre ces deux dangers qui menacent la classe ouvrière de ce pays, les travailleurs organisés de la métallurgie ont le devoir d'engager toutes leurs forces. Ils savent que leur action est prépondérante pour faire reculer les forces de réaction et ils l'ont démontré lors de la dernière grève.

Dans leurs sections d'entreprises, ils doivent s'efforcer d'initier l'ensemble des ouvriers aux problèmes revendicatifs pour exiger non seulement le respect du contrat collectif, mais envisager l'application du contrôle ouvrier sur la gestion administrative et financière de l'entreprise, afin de poursuivre l'amélioration des salaires et des conditions de travail.

C'est à eux, qui contrôlent la production des industries de guerre, qu'incombe également la tâche de dénoncer les préparatifs guerriers et d'organiser la lutte préventive contre le conflit qui menace d'embraser le monde et à se préparer à la grève générale antieuropéenne qui ne saurait plus être une fiction si l'on tient compte de la force numérique de l'organisation syndicale et de son influence judicieusement utilisée.

Les événements actuels qui ensanglantent l'Espagne démontrent qu'on ne saurait se contenter de demi-mesures pour vaincre la réaction capitaliste dans quelque pays où sévit sa domination. Pour conserver ses privilèges, en France comme en Espagne, la classe dominante est prête à mettre le pays à feu et à sang. C'est dans la mesure où les travailleurs éviteront les compromis dangereux et se placeront sur le plan révolutionnaire imposé par les circonstances qu'ils vaincront le fascisme de l'intérieur et de l'extérieur.

N. FAUCIER.

## La grève "d'avertissement"

L'événement syndical de la semaine est incontestablement la grève démonstrative des métallurgistes parisiens. Elle fait passer à l'arrière-plan le succès partiel obtenu par les mineurs d'Alsace-Lorraine, le conflit de la bas-saône s'est terminé favorablement en ce sens que les porions les plus brutaux ont été mis au rang des ouvriers et n'ont plus d'ordres à donner. Mais ce succès n'est que partiel puisqu'aucune des brutes n'est renvoyée.

D'autre part des grèves très importantes de métallurgistes sont en cours à Grenoble (5.000 ouvriers) et à Marseille (10.000 hommes).

Mais la grève parisienne malgré sa courte durée attire avant tout l'attention de l'opinion ouvrière en raison du fond que l'on sent derrière ce conflit.

Elle a réussi sans aucun doute en ce qui concerne l'ensemble du mouvement. 95 % disent les optimistes ; 85 % estiment les pessimistes. Mais en tout cas l'immense majorité des métallurgistes a suivi l'ordre de grève. Et c'est très bien ainsi ; les idées animatrices de ce mouvement, la solidarité avec les travailleurs espagnols et la pression pour la réalisation effective des 40 heures, méritaient ces succès.

Mais dans bien des endroits les ouvriers ont marché en ronchonnant, en signifiant qu'ils débrayeraient pour ne pas rompre l'action d'ensemble, par respect pour le principe du Syndicat lui-même ; mais qu'ils n'étaient pas dupes de la manœuvre politique montée à travers cette grève par le parti communiste. L'important établissement Râteau à La Courneuve n'arrêtait que 5 minutes et décidait de verser le salaire d'une heure aux prolétaires d'Espagne, ces ouvriers voulaient souligner par là qu'ils étaient aussi solidaires que leurs camarades, mais que le caractère politique et manouvrier de ce mouvement ne leur échappait pas. Chez Sautier et Harlé, il y eut bien de l'hésitation, il fallut des explications précises des délégués non infodés au parti communiste, insistant sur la nécessité de ne pas donner le spectacle d'une division, pour convaincre les hésitants. A signaler aussi l'importante série des ordres du jour et lettres des ouvriers socialistes de Renault, Alsthom, Gnome et Rhône, Pompes Guinard, etc. ; ces ouvriers disent en termes mesurés, mais précis, leur mécontentement de la façon dont la grève fut lancée ; hélas, eux aussi se laissent entraîner dans la lutte politique en profitant de cette occasion pour manifester leur confiance au gouvernement et leur admiration pour

C'est d'ailleurs là le premier résultat de l'action du parti communiste, résultat consciemment poursuivi ; semer la division au sein de la C. G. T. entre prolétaires socialistes et prolétaires communistes.

La grève "d'avertissement" est en effet la première sape entamée contre le Front Populaire au profit du Front national. Il faut à tout prix compromettre le parti socialiste et en particulier son militant principal Léon Blum ; quand ce dernier sera jeté, les dirigeants communistes procéderont plus facilement à l'élimination des socialistes et au rapprochement avec les radicaux et la droite.

Le but politique apparaît clairement quand on envisage les modalités de l'organisation de cette grève. Pourquoi les métallurgistes seuls ont-ils été invités à débrayer dans un mouvement d'aussi vaste portée ? Simplement parce que tous les permanents des métallurgistes sont du parti communiste et qu'ainsi on était certain de ne pas trop rencontrer de résistance.

Pourquoi la revendication de l'application des 40 heures était-elle au second plan et ne fut formulée que comme une espèce d'excitant, voyant le peu d'emballement des ouvriers à donner un caractère chauvin à leur démonstration ? Parce que les 40 heures effraient les alliés bourgeois d'aujourd'hui et surtout ceux de demain, et il ne faut en parler, d'après les dirigeants communistes, que juste ment pour garder les masses en main. Et c'est bien pour la même raison que les ardents partisans de la grève "d'avertissement" étaient aussi les plus ardents adversaires de mouvements de riposte aux attaques patronales dont le lock-out de chez Talbot est l'exemple le plus caractéristique.

Plus que jamais l'heure est venue pour la C. G. T. de se ressaisir, d'être elle-même, de se refuser à devenir l'arme de la bagarre entre politiciens socialistes et communistes. La besogne de lutte ouvrière, sur des revendications de classe, comprises de tous les ouvriers sans distinction d'étiquette, ne manque pas. La réalisation immédiate de la semaine de 40 heures est la revendication-type de ce genre.

Aux ouvriers anarchistes d'être les artisans les plus actifs dans ce travail ; ils protégeront ainsi la vie même des syndicats, leur indépendance, leur offensive qui est la meilleure forme de lutte contre le fascisme national et international.

U. N.

### A LA COURNEUVE

Chez Babcock et Wilcox

Boycott aux Traîtres !

L'esprit de combativité qui s'était manifesté en juin dans les usines de la région parisienne subsiste et n'attend que des occasions favorables pour se manifester. Dans plusieurs établissements des contremaîtres ayant tenté de réintroduire les meurs de caserne qui avaient cours avant le mouvement, sont tombés sur un fameux bec de gaz ; ainsi chez Sautier et Harlé, un individu de ce genre dut s'avouer vaincu et se retirer du travail devant la vie impossible que les ouvriers lui avaient faite en matière de représailles.

Les prolétaires de chez Babcock ont eu eux aussi affaire à un monstre de cet acabit ; le chef d'atelier Plat oubliant qu'en fin de compte il n'est qu'un salarié, voulut priver de pain un ouvrier qui, d'après lui, n'arrivait pas à suivre le rythme endiablé de la production, les compagnons de travail prirent fait et cause pour leur frère. Le directeur de l'usine, voyant que les choses se gâtaient, était sur le point de promettre à la délégation de renoncer au licenciement. Mais alors le chef d'atelier intervint dans les pourparlers, jeta son prestige dans la balance et somma la direction d'avoir à choisir entre lui et l'ouvrier congédié.

Mal lui en prit : le soir en voulant rentrer à son domicile, il se vit accompagner par les ouvriers de l'usine qui firent retentir à ses oreilles les noms qu'il avait si bien mérités.

Le ridicule tue. Cet individu depuis plusieurs semaines ne s'est pas représenté à l'usine. Ainsi il existe à côté de la grève d'autres moyens efficaces d'attaque ouvrière. L'un d'eux c'est le boycott. Chaque traître à la cause ouvrière devrait à l'usine être entouré du mépris de tous, personne ne devrait lui adresser la parole, aucun renseignement de travail ne devrait lui être fourni. A sa besogne, ses outils s'en iraient comme par enchantement. Chaque soir, il s'en retournerait honte et au besoin congédié. Il ne se trouverait plus beaucoup de jaunes s'ils étaient certains de rencontrer pareils traitements. Ouvriers, partout, boycotez les traîtres à votre classe !

Un prolétaire de la Courneuve.

### Aux camarades du film et des produits sensibles

Pour la première fois ces deux corporations sont entrées dans la lutte ouvrière, à l'occasion de la grande vague de grève. Ce premier pas fut hésitant, timide malgré l'exemple des autres corporations et la présence de quelques éléments décidés. Tous les résultats acquis furent favorables, quoique, dans l'ensemble, les grèves aient été courtes.

Il faut reconnaître qu'après la reprise du travail le niveau de la combativité baissa beaucoup. Les camarades qui avaient fait grève sentaient confusément que la cessation de l'occupation du terrain de l'ennemi, malgré les avantages obtenus, était un recul. L'atelier, le bureau n'étaient plus leur territoire, à nouveau, le lieu où ils devaient vendre leur capacité de travail. De plus, les patrons, partout où la grève ne fut pas énergique, firent de grosses difficultés pour respecter leur signature et, dans certaines maisons, des sanctions furent prises contre les plus combattifs. Ce qui prouve que, dans cette lutte, la moindre faute a de conséquences graves et que la bataille n'est pas finie quand la grève cesse. Il n'y a pas de paix possible entre l'exploiteur et l'exploité.

Quant au contrat collectif, au contrôle sur l'embauche et à la semaine de quarante heures, ce n'est encore que choses à venir presque partout.

Qu'en maintenant ?

Camarades, ne vous trompez pas : si vous faidrez encore lutter ; vous n'avez fait que le premier pas ; mais vous avez senti votre force. Respectez entre vous la plus large démocratie : vos délégués ne sont là que pour vous obéir. Et surtout, n'affaiblissez pas vos syndicats en y faisant entrer n'importe qui.

Un syndicat solide et combatif vaut mieux qu'un syndicat nombreux... mais mou.

J.-J. Villa.

## PARIS-BANLIEUE

### CARRIÈRES-SUR-SEINE

Carion le Mouchard démasqué fait des siennes

A la réunion de Houilles, des amis m'ont informé d'une saleté parue dans le « Prolétaire » organe de Staliniens patriotes de la région.

Jusqu'à preuve du contraire j'en rends responsable Carion, le Jésuite rouge de la cité, le communiste faisant communier ses enfants. Cette crapule ne pardonne pas, ne me pardonne pas de l'avoir flagellée sur son attitude à double face, à sa besogne policière, aussi sans peur que celle de la vérité, il calomnie, pour atteindre son but, il dénigre pour mieux régner. Monsieur Carion, presque châtélin, bas les pates, n'injuriez pas qui veut, et vous n'atteindrez pas votre but, de malfaisant calomniateur.

Le papier de cette fripouille est un tissu de mensonges. A quoi bon un démenti net et catégorique, son auteur mérite d'être balayé et d'avoir la tête trempée dans un bûcher, il le sera s'il ne recède pas tout de suite.

Que ma besogne anarcho-syndicaliste, et anarcho-gène ce pantin qui aspire à l'écharpe de Maire, c'est naturel, aussi il rage ; il n'a encore rien vu, je lui en réserve d'autres, et nos amis du groupe et des syndicats appuieront d'avance le coup de balai que nous donnerons dans nos prochains numéros.

Cette mise au point termine pour moi cette polémique, d'autres arguments sont rentrés en jeu.

Carion, vous êtes un sautail !

J.-S. Boudoux.

### Groupe Intercommunal de la Banlieue

Sud : Gentilly, Bicêtre, Arcueil, Villejuif, L'Hay-les-Roses

Nous faisons appel aux lecteurs du « Libertaire » qui sont maintenant nombreux dans notre coin, pour qu'ils rejoignent le groupe qui a besoin des efforts de tous et de toutes les bonnes volontés. La tâche est ardue et devant les dernières culbutes des politiciens (front français, excuses à l'évêque de Versailles, lettre de Gilton à la Commission de l'armée, attitude nationale de tous les chefs communistes, etc.), il faut que tous les hommes qui ont conservé intacts le sentiment internationaliste et l'esprit libertaire nous rejoignent au plus tôt. Les événements d'Espagne, les deux ans, l'Armistice, les menaces de guerre et l'Union Sacrée chère aux politiciens rouges, sont autant de sujets qui nécessitent notre action et doivent nous incliner à un réveil salutaire avant qu'il soit trop tard.

Les réunions du groupe ont lieu tous les lundis. Pour le lieu, voir les convocations sur le « Libertaire », dernière page, dernière colonne. Nous comptons sur tous.

Pour le Groupe : Berger.

### PETITE CORRESPONDANCE

Levoey. — Ton abonnement se termine au 29.

Jeufroy. — Pourrais-tu nous donner ton adresse ?

U. N.

## LA VOIX DE PROVINCE

### AIMARGUES (Gard)

Le 5 septembre, Ibon des Jeunesses Socialistes du Gard et Pablo, milicien à Barcelone, parloront les événements d'Espagne. Ils précéderont le rôle de la C.N.T. et de la F.A.I. à Barcelone pour l'organisation du prolétariat. Notre camarade Pablo parla de la mort d'Ascaso, tombé pour la liberté du prolétariat espagnol et international.

Ascaso doit être vengé ainsi que ceux qui tombent dans la lutte. C'est pour cela qu'il faut se grouper, former les milices armées.

Voici l'ordre du jour voté par l'Assemblée : « Les travailleurs d'Aimargues, réunis au nombre de 300, après avoir entendu le camarade Ibon des Jeunesses Socialistes du Gard qui, de retour d'Espagne a fait un exposé de la situation du prolétariat espagnol en lutte contre le fascisme :

« Demandent instamment au gouvernement français de reprendre avec le gouvernement espagnol les relations commerciales, de lever l'embargo sur les armes et d'abandonner une neutralité stupide car la lutte du peuple espagnol étant la nôtre nous n'admettrons à aucun moment de laisser égarer nos frères.

Joseph Châtellier.

Le groupe libertaire d'Aimargues fait savoir qu'il collecte à rapporté 200 francs, dont 100 francs sont allés au Comité antifasciste de Nîmes et 100 francs au groupe de Bayonne, pour l'entretien des enfants des camarades espagnols.

Remercie le groupe de Solidarité du versement de 300 francs qui sera réparti entre le Comité révolutionnaire et les familles des camarades de Lunel.

### Comité Eliacin Vezian

En caisse : 1.209,50; recettes : 14; dépenses : 11 francs 50.

Transmis à E. Vezian, 1.200 francs.

Envoyez les fonds au trésorier du groupe libertaire, A. Châtellier, Grande-Rue à Aimargues (Gard).

\*\*

Souscription en faveur des combattants espagnols.

Recettes, 1<sup>re</sup> liste, 269; 2<sup>e</sup> liste, 300. Solidarité, 300; Confédération Ibon, 200. Total, 1.069 francs.

Dépenses : Comité antifasciste de Lunel, 719; Comité antifasciste de Nîmes, 100; Comité antifasciste de Bayonne, 100; Comité révolutionnaire d'Espagne, 200. Total, 1.119 francs.

Le comité remercie tous les donateurs et tient les listes à leur disposition.

Le trésorier : A. Châtellier.

### MARSEILLE

Comité révolutionnaire, etc.

et groupe intercorporatiste syndicaliste (C.G.T.S.R.)

Permanences tous les jours, de 18 heures à 19 h. 30 et dimanches matin, de 10 heures à midi. Tous renseignements, adhésions et cotisations ainsi que pour versements de fonds pour la Révolution Espagnole.

Listes de souscription recueillies jusqu'au 30 août 1936

Liste n° 3 : 201 fr. 50; Groupe Anarchiste Italien (Capelette) : 25 fr.; liste n° 2 : 267 fr.; liste n° 1 : 139 fr. 50; collecte faite par Grégorio Lucas : 68 fr.; collecte faite à la fête champêtre à Foresta : 130 fr. 50; liste n° 3 : 68 fr. 50; collecte faite chez Romo : 60 fr.; liste n° 1 : 146 francs; liste n° 20 : 171 fr.; liste n° 7 : 40 francs; liste n° 22 : 119 fr.; liste n° 58 : 245 fr. 75; liste n° 46 : 138 fr.; liste n° 57 : 43 fr.; liste n° 44 : 160 fr.; un camarade d'Aix : 50 fr.; liste n° 43 : 93 fr. 50; liste n° 47 : 46 francs; liste n° 41 : 62 francs; liste n° 1 : 35 fr.; liste n° 71 : 50 fr.; liste n° 27 : 74 fr.; liste n° 4 : 68 fr.; liste n° 49 : 62 fr. 74; liste n° 48 : 100 fr.; liste n° 35 : 103 fr.; liste n° 10 : 73 fr. 50; liste n° 59 : 41 fr. 50; listes n° 12 et 34 (faites à Aubagne) : 142 fr.; liste n° 13 : 87 fr.; collecte faite à la sortie champêtre à St-Savournin (B.-du-Rh.) : 188 fr. 70; reçu du Syndicat des Electriciens (C.P.E.) (C.G.T.) : 50 fr.; liste n° 42 : 67 fr.; liste n° 40 : 50 fr.; liste n° 8 : 231 fr.; liste n° 17 : 15 fr.; reçu du Syndicat des Cantonniers et chefs Cantonniers des Services Vicinaux départementaux (C.G.T.) : 150 fr.; liste n° 65 : 55 fr.; liste n° 45 : 35 fr.; liste n° 66 : 138 fr. 50; liste n° 44 : 30 fr.; du Camarade Gayt : 10 fr.; liste n° 76 : 91 fr. 50; liste n° 82 : 130 fr. 10; liste n° 56 : 50 fr.; liste n° 73 : 139 fr.; liste n° 54 : 52 fr.; collecte faite à la sortie de la mine de Gréasque (B.-du-Rh.) : 173 fr. 50; collecte faite par des camarades à la Bouilladisse (B.-du-Rh.) : 220 fr.; total à ce jour : 5.006 fr. 55. Secours aux familles : 2.225 francs. Reste en caisse : 2.781 fr. 55.

Le Comité est heureux de remercier tous les donateurs du bon accueil qu'ils ont réservé à nos collecteurs montrant en cette occasion leurs marques de sympathie ainsi que leur devoir de solidarité en faveur des Combattants de la Liberté et leurs familles.

Le trésorier : BANON.

Le secrétaire : J.-A. CASANOVA.

### TOULON

Fédération Communiste Libertaire du Var

Appel est fait à tous les anarcho-syndicalistes, libertaires, anarchistes et sympathisants du département du Var, pour assister très nombreux au Congrès anarchiste qui aura lieu le samedi 12 septembre, à 20 h. 30, au 14 de la rue Nicolas-Laugier, à Toulon.

Le lendemain dimanche, de 9 à 18 heures, aura lieu le Congrès annuel de la Fédération Anarchiste Provençale, dans la salle Gouvion-Saint-Cyr, à Toulon.

Vous devez être tous présents à ces deux Congrès.

Toulon. — Le Groupe « Jeunesse libre » se réunit tous les samedis soir à 21 heures au siège, 14, rue Nicolas-Laugier. On y trouve notre journal et notre presse ainsi qu'en général tous nos publications, bulletins, brochures.

Le groupe possède une importante bibliothèque à la disposition des camarades. Étant adhérents à l'U.A., nous remettons la carte au camarade qui la désire. Les sympathisants sont cordialement invités à ces réunions du groupe qui ont été définitivement fixées au samedi pour faciliter les copains du département.

Pour la correspondance, écrire au secrétaire, F. Garrec, 1, place Robespierre, Toulon (Var).

Samedi 12 septembre à 20 h. 30

Salle Gallieni, place de la Gare

à Aulnay-sous-Bois

Grand Meeting

Contre les deux ans.

Contre le renforcement du militarisme.

Orateurs : Ringeas — Langlois.

Participation aux frais : 1 fr.

Chômeurs : 0 fr. 50.

Le Gérant : Georges GIRARDIN.

Imprimerie Centrale du Croissant (St Nlle), 19, rue du Croissant, Paris-2e

## La Vie de l'U.A.

Commission administrative. — Réunion lundi 14 septembre à 20 h. 30 local habituel.

Groupe du 14<sup>e</sup>. — Réunion ce soir vendredi, chez Pignier, à la Porte de Vanves, 5, boulevard Brune, Paris-14<sup>e</sup>, à 21 heures précises.

Groupe du 15<sup>e</sup>. — Réunion vendredi 11 septembre à 20 h. 30 à « l'Agneau », 73, rue Madeleine.

Les sympathisants sont cordialement invités.

Groupe du 16<sup>e</sup>. — Les camarades isolés ou sympathisants sont priés d'écrire ou de se faire connaître, à cette adresse : 181x Dédang, 1, impasse des Carrières, Paris (16<sup>e</sup>) qui les convoquera en vu de créer un groupe libertaire.

Groupe du 17<sup>e</sup>. — Réunion tous les jeudis, à 21 heures, 63, rue Doudeauville. Les sympathisants sont cordialement invités.

Groupe du 19<sup>e</sup> arrondissement. — Le groupe est constitué. Prochaine réunion jeudi 17 septembre, à 20 h. 30, salle du Café, 169, rue de Clichy.

Causerie par le camarade Frémont sur l'anarchisme révolutionnaire.

Groupe du 20<sup>e</sup>. — Tous les camarades et sympathisants sont priés d'être présents à la réunion qui aura lieu le jeudi 17 septembre. Réunion au lieu habituel, salle du Libertaire.

Argenteuil. — Un groupe étant en formation dans la localité, les lecteurs du Libertaire et sympathisants anarchistes sont priés de se mettre en relation avec le vendeur du Libertaire le dimanche matin, de 10 h. à midi, au marché, boulevard Héloïse.

Groupe d'Aulnay-sous-Bois. — Réunion tous les samedis, café de la Tour d'Auvergne, 16, rue d'Amiens.

Groupe de Bagnolet. — Le groupe se réunit tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> vendredis de chaque mois, 27, rue Hoche. Les camarades anarchistes et sympathisants sont cordialement invités.

Banlieue Est. — Groupe de Montreuil. — Permanence les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vendredis de chaque mois, à 20 h. 30, ainsi que tous les dimanches matin, de 10 h. à midi, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise, Montreuil.

Groupe Intercommunal de la banlieue Sud. — Réunion de tous les copains, lundi 21 septembre à 20 h. 30 chez Maxin, 51, rue Frienne, Gentilly.

Groupe de Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vendredis de chaque mois, au café du Sicle, camarade Pige, face à la mairie. On trouve le « Libertaire » à notre siège, tous les vendredis matin, ainsi qu'à la criée, le samedi matin.

Groupe Ermont et environs. — Réunion du groupe le vendredi 11 septembre 1936 à 21 heures, 7, rue des Vignolles.

Prière aux copains et sympathisants de s'y trouver en grand nombre.

Drancy. — Nous portons à la connaissance de tous les copains et sympathisants que la réunion du Groupe a lieu tous les premier et troisième samedis de chaque mois. Un appel pressant est fait à tous les anciens copains. Pour tout ce qui concerne le Groupe, adresser la correspondance à Schmied, 50, avenue Marceau, à Drancy.

Groupe communiste libertaire de Draveil-Vigneux. — Réunion tous les mercredis à 20 h. 30, café du Commerce, place de l'Eglise, à Draveil.

Clichy-Gennevilliers-Asnières-Levallois. — Réunion du groupe anarchiste, samedi 12 septembre, à 20 h. 30, 122, quai de Clichy. Les sympathisants sont cordialement invités.

Vente du « Libertaire », du « Combat Syndicaliste » et de « L'Espérance Antifasciste » : vendredi et samedi, de 14 h. 30 à 17 heures, à la Porte Clichy. Les camarades disponibles sont priés d'être présents pour soutenir les vendeurs.

Groupe de Colombes. — Réunion du Groupe vendredi 11 septembre à 20 h. 30, au bar Colombes, 56, rue Saint-Denis.

Présence de tous indispensables. Les lecteurs du « Libertaire » sont cordialement invités.

Groupe de Champigny. — Les camarades désireux de former un groupe à Champigny sont invités de se faire connaître au Libertaire.

Ivry-sur-Seine. — Le Libertaire est vendu à la Librairie, 5, rue de Seine à Ivry.